

1839-1840

LA RÉGÉNÉRATION VALAISANNE

Le centenaire du Grand Conseil

La locution proverbiale : « s'en moquer comme de l'an 40 », ne devrait pas avoir cours en Valais. Car cette date comme 1789 pour la France et l'Europe, marque pour lui un tournant décisif, un bouleversement radical non seulement des conditions politiques et économiques, mais aussi de la mentalité et des relations entre les deux parties du pays. On peut affirmer que c'est alors que commence pour lui l'histoire contemporaine.

La portée des événements qui s'y déroulèrent a été relevée par le colonel Rilliet de Constant, par Louis Ribordy, par l'abbé Kämpfen, par le Dr Franz Seiler et par la plupart des historiens suisses¹. Les retracer en détail à l'occasion de leur centenaire serait certes d'actualité, mais ils se succèdent si nombreux et si rapides sur trois scènes différentes : Sion, Sierre, Zurich, ils sont si propres à froisser des susceptibilités et sont présentés par leurs témoins et acteurs de façon si tendancieuse² que force m'est, pour

¹ Voir les Sources.

² Il n'est que de lire les rapports des médiateurs fédéraux pour constater combien ils reflètent leurs opinions et leurs préférences politiques.

ne pas user votre patience, de m'en tenir à un résumé aussi substantiel et objectif que possible. Je m'appliquerai à faire de l'histoire, non de la polémique, et je n'avancerai rien sans preuve. Comme le long conflit a sa source dans les lacunes et les imperfections des Constitutions fédérale¹ — hors de mon sujet — et cantonale de 1815, et comme il s'identifie avec les efforts des uns pour les réformer et des autres pour les conserver, mon exposé comprendra quatre parties :

1. Le Valais sous la Constitution de 1815.
2. Vers la Révision.
3. La Constitution du 3 août 1839.
4. La Réconciliation entre partisans et adversaires des deux Constitutions.

I

Le Valais sous la Constitution de 1815

Lorsqu'en 1798, sous la pression du Directoire français, le Haut-Valais renonça à sa domination sur le Bas, il déclara solennellement « reconnaître pour le présent et l'avenir le Bas-Valais pour un peuple libre et désirer entretenir avec lui l'amitié la plus fraternelle et la plus solide ». La Constitution de 1802 traita les deux parties du pays sur le pied de l'égalité et abolit tout privilège. Durant la période française (1810-1813), le Département du Simplon connut un régime uniforme. Mais la Restauration réveilla les appétits assoupis de certaines oligarchies, telles Berne, Fribourg, l'abbé de St-Gall. A leur exemple, l'évêque de Sion, les sept dixains, la ville de Sion, l'abbé de St-Maurice même tentèrent de réclamer le rétablissement de leurs anciens privilèges. Mais ce sursaut de féodalité se heurta à un refus formel de la part des coalisés vainqueurs de Napoléon. Ce ne fut qu'après dix mois de luttes que le Valais s'inclina, épuisé par quinze ans de conflits et de crise, et pour ne pas compromettre son entrée dans la Confédération, devant une Constitution bâtarde, élaborée et imposée

¹ Elle avait surtout le tort d'établir un lien très lâche entre les cantons et de leur laisser une autonomie qui affaiblissait d'autant le pouvoir central.

par les plénipotentiaires d'Autriche, de Russie et de Prusse. Elle ne fut, et pour cause, soumise à la sanction ni des dixains, ni des communes. Quoique encore favorisés, l'évêque et les sept dixains, épuisés par les guerres et l'occupation militaire, l'acceptèrent eux-mêmes comme un pis-aller¹. Ces derniers cherchèrent à faire payer en espèces l'exercice de la souveraineté à leurs frères occidentaux et exigèrent une indemnité de 97.440 fr., réduite par la suite à 78.787 fr., pour leur participation aux domaines de l'Etat. Or, ces domaines se trouvaient pour la plupart dans le dixain de Monthey, qui n'avait jamais été conquis et s'était donné spontanément au Haut-Valais pour sauvegarder sa foi. Cette prétention, émise après une cojouissance de douze ans, contribua à alimenter l'animosité pendant quatorze autres années pour aboutir à l'échec qu'elle méritait.

Le vice fondamental de la Constitution de 1815 résidait dans la représentation nationale. En accordant à chaque dixain 4 voix au corps législatif, sans égard à la population, on arrivait à ce résultat que 26.916 âmes disposaient d'autant de suffrages que 34.230². La majorité était ainsi mise à la merci de la minorité. Par contre, les charges militaires étaient fixées d'après la population. Le Bas-Valais devait fournir 1210 hommes à l'élite et autant à la landwehr, le Haut-Valais 768. Avec ses 8300 habitants, le dixain d'Entremont était astreint à 165 hommes et 2775 fr., celui de Brigue avec ses 3000 âmes, à 57 hommes et 1097 fr.

L'inégalité s'étendait sur toute la ligne : au Conseil d'Etat siégeaient 3 Haut-Valaisans et 2 Bas-Valaisans, au Tribunal suprême 8 et 5 ; par une curieuse contradiction, la composition des Conseils des dixains et des communes variait selon l'échelle inconnue à la Diète.

De plus, dans l'élection des députés à cette dernière, la part du peuple était nulle, puisque l'élection était assurée par les Conseils de dixains, triés sur le volet, et dont la compétence était pratiquement amoindrie du fait qu'ils ne désignaient en réalité que 35 membres sur les 53 (totalisant 56 suffrages), puisque l'évêque (avec 4 suffrages), les présidents des treize dixains, le vice-

¹ Ils firent insérer au protocole une protestation, comme quoi ils ne se soumettaient qu'à la nécessité.

² D'après le recensement de 1816, la population du canton atteignait 63156 âmes, soit 26926 pour le Haut, 34230 pour le Bas (y compris Hérens) ; d'après celui de 1837, elle était respectivement de 33725 et 43923 (77648 pour le canton entier) (voir Annexe II).

baillif, le trésorier et les deux autres conseillers d'Etat en étaient membres de droit. Malheureusement, l'article 57 de cette Constitution en rendait toute réforme impossible, des changements ne pouvant y être apportés qu'après avoir été adoptés dans deux Diètes consécutives, à la majorité de 39 voix. La situation se compliquait des différences de caractères, de langues, d'intérêts, le Valaisan oriental, satisfait du statu quo qui l'avantageait, étant plus réfractaire à toute innovation, plus traditionnaliste, plus souple et replié sur soi, mais d'autant plus terrible dans ses explosions de colère ; l'occidental plus éveillé, plus expansif, plus frondeur et impulsif, pressé de bénéficier des droits récemment acquis. L'un, habitué à commander, l'autre, fatigué d'obéir. L'un, cantonné dans son dixain et sa commune, fédéraliste et régionaliste à outrance, isolé et tenant à son isolement ; l'autre, impatient de fraterniser avec les autres cantons suisses. Là dominaient quelques familles patriciennes, menant l'opinion à leur guise et tenant toutes les rênes du pouvoir ; ici surgissaient des hommes férus de nouveauté et d'égalité et revendiquant leur part légitime à la chose publique.

La prépondérance que la Constitution de 1815 assurait à l'une sur l'autre et l'antagonisme de race entre les deux parties du pays, excluant une collaboration efficace, avaient une répercussion néfaste sur son développement économique et intellectuel, et entravaient la bonne marche des affaires. Or, on assistait à un réveil général des esprits dans tous les domaines, réveil auquel le Valais ne pouvait rester indéfiniment étranger : de gré ou de force, la route internationale du Simplon l'avait mis en contact avec le monde extérieur.

Comme plus un peuple est pauvre, plus il est chatouilleux sur les questions d'argent, le nôtre parlait avec envie de l'évêque qui jouissait d'un revenu d'environ 1400 louis, soit 22.400 fr. suisses ou 33.000 de notre monnaie, pour le plus grand profit de ses héritiers ; et du grand-baillif de Courten qui émargeait au budget pour ses fonctions de grand-baillif et de député à la Diète, et pour les cachets accessoires sur la tine et le transport des sels et la poste aux lettres pour environ 300 louis, soit plus de 7000 fr. actuels. Même des Bas-Valaisans reprochaient au conseiller d'Etat Morand, de Martigny, de totaliser des traitements d'un montant équivalent entre lui, son fils et ses deux beaux-fils. Dans une correspondance au « Nouvelliste vaudois » (21 février 1839), Louis Gard signalait aussi l'accaparement des places par la famille du

grand-baillif Dufour, de Monthey, qui avait cinq fils officiers dans les régiments capitulés et huit beau-frères officiers, magistrats ou fonctionnaires, sans compter son beau-fils, Charles Bovier, de Vex.

Cette concentration d'honneurs et d'honoraires sur certaines familles paraissait toute naturelle alors. Et ce n'est pas sans surprise que l'on cueille dans les Mémoires du Chanoine A.-Jos. de Rivaz cette réflexion peu républicaine :

« Après le retour du Valais à l'indépendance, aussi bien le Haut que le Bas-Valais continuèrent de donner leur confiance à des familles qui, depuis deux ou trois siècles, occupaient les emplois. Mais l'esprit révolutionnaire ayant gagné les députés des dixains où il n'y a que *des parvenus de très fraîche date*, et qui voyaient d'un œil jaloux les familles *distinguées* parvenir aux honneurs et placer leurs enfants au service des puissances étrangères, la jalousie les a rendus plus libéraux qu'ils ne l'étaient d'opinion et d'inclination. »

Le docte chanoine ne pouvait avouer de façon plus ingénue que la forme de gouvernement démocratique exprimée dans l'article 2 de la Constitution de 1815 était en réalité oligarchique.

Malheureusement, avec ce régime, les affaires publiques n'avançaient que cahin-caha.

Une loi scolaire établie en 1828, — et combien nécessaire, — se heurta à l'opposition du clergé et de l'évêque. Un code civil élaboré en 1824 devait traîner de commission en commission jusqu'en 1843 et jusqu'en cour de Rome, et coûter inutilement 19.000 fr. à un pays pauvre. Une loi sur la police sanitaire promulguée en 1834 resta lettre morte, etc.

Toutes les faveurs de l'Etat allaient aux collèges de Sion et de Brigue, dirigés par des Jésuites étrangers¹, aux dépens de celui de St-Maurice.

En 1824, alors que s'ouvraient les grands passages alpestres du Splügen, du Bernardin, du Gothard, un consortium étranger offrit d'ouvrir à ses frais une route par le Grand Saint-Bernard ; les bénéficiaires de la route du Simplon mirent leur veto à cette initiative.

Écoutons deux témoignages, de ton et d'esprit différents, l'un d'un historien haut-valaisan, l'autre du propre président de la Constituante, Dr Jos.-H. Barman.

¹ Le 29 octobre 1833, le Général de l'Ordre J. Roothan exprime au grand-baillif sa reconnaissance « pour les faveurs signalées dont Vos Excellences ne cessent de combler les établissements de Sion et de Brigue ».

« L'aristocratie, écrit l'abbé Kämpfen¹, avait repris le pouvoir en Valais, comme dans le reste de la Suisse. Elle exigeait peu d'impôts du peuple, vivait en excellents rapports avec les potentats étrangers, touchait des honoraires satisfaisants pour l'époque, et pour ce qui concerne les écoles, les routes, les cours d'eau, l'agriculture, l'élevage du bétail, l'assistance, elle en laissait le soin au bon Dieu, aux Jésuites et aux paysans². »

Sans être aussi cinglant dans son réquisitoire que les Antoine Zum Offen, Adrien Pottier, Alphonse Morand, le chef du mouvement bas-valaisan n'en donne pas moins des précisions suggestives³ sur l'inertie, la confusion qui régnaient sous la Restauration :

« Le Conseil d'Etat jouissait d'un pouvoir discrétionnaire, sans contrôle, ni contrepoids. Avec cela, il était sans force et ne savait se faire respecter ni se faire obéir. Il n'exécutait des décisions de la Diète et même des lois que celles qui entraient dans ses vues...

Le budget n'était voté que pour la forme ; il en était de même à peu près des comptes de l'Etat.

Le désordre dans les papiers du Conseil d'Etat était devenu proverbial. Les titres les plus essentiels s'y égaraient...

Le contentieux et l'administration étaient surtout en grande souffrance... Il est des procès appointés et non jugés depuis vingt ans ; il est des communes qui en ont sept ou huit dont elles réclament vainement la solution depuis nombre d'années. (Il est arrivé à Brigue qu'un recours contre les élections n'était pas tranché à la fin de la législature.)

L'instruction primaire est abandonnée aux caprices des communes, sans direction ni encouragement de la part du gouvernement...

La maison de force fait la honte du canton...

Dans la Confédération, notre influence est nulle...

Point d'industrie, peu de commerce et ce qui existe est entre des mains étrangères... »

Aussi la difficulté d'y gagner son pain chassait-elle du Valais de nombreux jeunes gens séduits soit par les services capitulés,

¹ Abbé P.-J. Kämpfen : *Freiheitskämpfe der Oberwalliser*.

² Il est exact que sous le régime de 1815, la situation financière de l'Etat paraissait prospère ; il ne pouvait en être autrement puisque la plupart des charges publiques : équipement des militaires, routes latérales, diguement du fleuve et des torrents, assistance, étaient supportés exclusivement par les communes et les particuliers. Si les impôts directs n'existaient pas, par contre les impôts indirects sévissaient. Ainsi les droits d'entrée produisaient en moyenne 115.000 fr. anciens par an, et le sel se vendait 5 creutztes, soit 19 centimes anciens la livre ; le prix fut fixé à un batz (14 centimes) dès le 1er janvier 1840. Mais quoique la comptabilité présentât un excédent constamment actif, au règlement des comptes en 1839, la caisse cantonale qui devait contenir 100.000 fr. anciens de réserve, fut trouvée vide.

³ *Le Valais sous la Constitution de 1815*. Voir aussi le premier chapitre, intitulé *Le Valais sous la Constitution de 1815 de Une année de l'Histoire du Valais*, par le colonel Louis Rilliet de Constant, et la série d'articles publiés par Adrien Pottier dans *l'Echo des Alpes*, en novembre et décembre 1839.

où les places d'officiers étaient réservées « aux fils de famille », soit par l'émigration outre-mer ¹.

En bref, à côté de plusieurs dispositions excellentes et d'autres défectueuses, qui devaient en provoquer et accélérer la chute, la Constitution de 1815 péchait surtout par des lacunes mises peu à peu en évidence par le développement de l'esprit démocratique et qui pouvaient se traduire par les propositions essentielles suivantes :

- Souveraineté du peuple et suffrage universel ;
- Représentation nationale au prorata de la population ;
- Egalité des citoyens devant la loi et abolition de tous privilèges ;
- Liberté individuelle, d'enseignement, de presse, d'établissement, d'industrie ;
- Séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ;
- Surveillance et responsabilité des fonctionnaires ;
- Publicité de tout ce qui concerne la chose publique ;
- Simplification de la machine gouvernementale ;
- Referendum direct au peuple des lois votées par la Diète ;
- Interdiction du cumul des places ; etc.

Les Bas-Valaisans raisonnables voulaient une évolution plutôt qu'une révolution.

« Nous ne pouvons pas demander à la fois tout ce qui nous manque, parce que cela placerait le pays dans une position telle que la tranquillité en pourrait être troublée... Nous devons donc chercher à améliorer nos institutions et on ne peut le faire que peu à peu... Pour que les améliorations et les réformes s'opèrent sans troubler la paix du pays, il faut que celles qu'on demande soient conformes au vœu général. Il est donc nécessaire et indispensable que les citoyens s'entendent entre eux sur la chose qui doit être changée. L'union fait la force, dit un proverbe ². »

¹ Alors que l'art. 2 de la Constitution formulait que le Valais était régi par les mêmes lois, celle dite *organique*, du 20 mai 1826, qui fixait les principes de l'organisation communale et dixainale, ne fut jamais mise en vigueur dans le Haut-Valais et par contre imposée au Bas-Valais, ce qui provoqua des manifestations dans les dixains de Martigny, St-Maurice et Entremont en mai 1833. Cette même loi, — alors que la forme du gouvernement était proclamée *démocratique* de droit, — établissait une classe privilégiée de notables, magistrats à vie ou à terme indéfini.

Celle réglant le système des finances des années 1834, 1835 et 36 fixait à 5 batz par quintal le droit d'importation des vins étrangers pour les dixains de Viège en amont et pour les communes de Bourg-St-Pierre et de St-Gingolph et à 3 et 4 fr. pour les autres dixains ; elle fixait aussi à 4 batz le droit d'entrée des porcs pour les communes au-dessus du pont de Viège et à 20 batz pour les autres.

² *Observations* (manuscrites) *sur les Institutions politiques du canton du Valais*. (Dr Barman ?)

II

Vers la Révision

Les efforts des Metternich et consorts, leur répression impitoyable de toute velléité d'émancipation, ne pouvaient plus empêcher l'essor de l'esprit national. Déjà avant 1830 des mouvements populaires se produisaient dans les cantons d'Appenzeli, Vaud, Tessin, Lucerne. Mais c'est la révolution de juillet 1830 qui contribua le plus au renversement des institutions restaurées en 1815. Le patriciat était renversé à Berne et à Fribourg. En l'espace de douze mois, douze Cantons, représentant les deux tiers de la Confédération, avaient remanié leur Constitution. La Diète fédérale avait sanctionné leur conduite par son arrêté du 27 décembre 1830 : « La Diète adopte à l'unanimité le principe que chaque Etat confédéré est libre, en vertu de sa souveraineté, d'adapter à la Constitution cantonale tous les changements qu'il jugera nécessaires au pacte fédéral. »

Encouragés par cette décision, par le récent exemple de Schwyz dont le cas se rapprochait sensiblement de celui du Valais, et enfin par l'avènement au grand-baillivat d'un premier libéral bas-valaisan, Michel Dufour, et l'entrée au Conseil d'Etat de Philippe Morand, de Martigny, les Bas-Valaisans crurent arrivée l'occasion favorable de tenter leur chance. Les délégués des dixains de Martigny, Entremont, St-Maurice, Monthey, dûment mandatés par les assemblées des communes, se réunissent à St-Maurice le 13 novembre 1833 et signent une pétition en faveur de la représentation proportionnelle en Diète, aussi solide et persuasive de fond que modérée de forme. Les rédacteurs en étaient Emmanuel Bonjean, de Vouvry, et le Dr Joseph-Hyacinthe Barman, de St-Maurice, alors au début d'une brillante carrière civique. La requête était d'autant plus naturelle que le dixain de Sierre, l'un des plus fidèles à l'ancien régime, en avait formulé une semblable en 1820 déjà¹. Elle n'en fut pas moins ajournée par la Diète de novembre

¹ Les exemples sont nombreux dans l'histoire valaisanne de revendications populaires contre les privilèges de certains clans. L'un des plus typiques est la Diète séparée de Tourtemagne des 27 et 28 août 1732 où les *paysans* et *patriotes* du Haut-Valais, voire d'Hérens et de Savièse, se concertèrent pour se libérer du joug des *Herrlini* et faire valoir leurs droits à la cosouveraineté du pays.

1833 à celle de mai 1834, puis de celle-ci indéfiniment à des temps moins troublés ¹.

Cinq ans devaient s'écouler avant que la question revînt sur le tapis.

« Mais la puissance de l'esprit du temps (*Zeitgeist*), note l'abbé Kämpfen, devait l'emporter sur tous les préjugés, privilèges, usages périmés, et autres pratiques dès longtemps et sans regret révolues... Les Bas-Valaisans réduisaient leurs prétentions à l'indispensable que personne ne pouvait leur contester sans se montrer coupable devant le monde entier d'un parti-pris injuste vis-à-vis de compatriotes et de frères. »

L'attitude de méfiance de la Diète cantonale à l'égard de la Diète fédérale, son obstination à refuser de sanctionner la Constitution des cantons « régénérés », son refus même de se présenter à la Diète, geste qui faillit provoquer une occupation militaire du canton, non moins que certains graves incidents locaux (troubles sanglants à Conthey, Lens, Martigny), tout poussait les Bas-Valaisans à réclamer non plus seulement une révision de la Charte cantonale, mais aussi de la Constitution fédérale, pour permettre à la Confédération d'intervenir plus efficacement dans les ménages cantonaux. Dans l'intervalle, ils s'étaient groupés et organisés. Des associations — Union patriotique valaisanne (1834), Jeune Suisse (1836), Société des Carabiniers (1836) — s'étaient fondées, dont le programme visait avant tout une refonte du régime existant. Aussi, sous la pression de leurs commettants, les délégués des dixains inférieurs réunis de nouveau à S-Maurice le 17 janvier 1838, exigeaient-ils de la Diète de mai la révision de l'Acte de 1815.

La défaillance de St-Maurice, ainsi que l'opposition de certaines régions du pays (Martigny-Combe, Salvan, Troistorrents et Val d'Illiez) et du clergé aux revendications pourtant reconnues par tous comme légitimes du Bas-Valais, appellent une explication.

Le président du dixain de St-Maurice, Xavier de Cocatrix, déjà gêné dans ses mouvements par son alliance avec une demoiselle de Courten, avait été entre temps (1835) créé baron et chevalier des Saints Maurice et Lazare par Charles-Albert de Sardaigne ²,

¹ La Suisse était agitée alors par la question des proscrits, par des conflits diplomatiques (affaires Conseil et Louis Napoléon), par une demande de révision de la Constitution fédérale (projet Rossi), etc.

² Celui-ci avait à la même époque accordé la même décoration et le titre de comte à M. Maurice de Courten, qui était en quelque sorte le dictateur de la partie supérieure du canton. M. Joseph Burgener, également décoré, ne crut pas pour autant devoir renier ses principes démocratiques.

qui, soit dit en passant, suivait d'un œil indiscret les fluctuations de notre politique. M. de Cocatrix mit dès lors une sourdine à son zèle primitif. D'autre part, l'ambassadeur du même monarque avait laissé entrevoir la couronne de marquis à une autre notabilité locale, le Dr Charles Macognin de la Pierre, président de la ville et député à la Diète fédérale, lequel, à l'instar du précédent, avait activement collaboré à la première pétition. Lui aussi modéra dès lors son ardeur, mais il en fut pour son illusion.

L'abbaye de St-Maurice avait, sous la crosse de l'abbé François Derivaz et par l'influence de son cousin André Derivaz, frais émoulu du Collège germanique de Rome et nommé préfet du collège (1827-1831), passé d'un sain libéralisme représenté par l'expréfet Amstaad et les chanoines Blanc, Gross, Claivaz, Maret (témoin la brochure : « L'arbre de la liberté en Valais », 1831), à un rigoureux conformisme ; d'anciens concurrents et « ennemis » (ainsi les qualifie l'abbé Derivaz dans une lettre), les Jésuites qui avaient été sur le point de les supplanter dans l'enseignement étaient devenus leurs inspirateurs et leurs modèles. Mais ici encore, l'abbé Derivaz qui croyait obtenir l'épiscopat par la protection de Charles-Albert, fut déçu et dut laisser cette satisfaction à son successeur.

L'évêque de Sion, Mgr Roten¹, avait été porté au siège de Saint Théodule grâce aux suffrages des libéraux bas-valaisans ; en retour, il avait accordé les quatre siens à MM. Dufour et Morand. Mais, le naturel reprenant le dessus, il se dégagea de l'influence du grand-vicaire Julier et du chanoine Berchtold, enclins à la tolérance, pour vouer dès lors aux vellétés d'émancipation du Bas-Valais une opposition non déguisée ; il était pourtant le propre frère du général Antoine Roten, ex-gouverneur de Barcelone, authentique révolutionnaire qui compromet plus qu'il ne re-

¹ On comprendra mieux l'attitude postérieure de Mgr Roten après avoir lu ce jugement d'un contemporain (A. de Riedmatten) : « Maurice-Fabien Roten fut élu par la Diète à la majorité d'une voix. Il avait pour antagoniste Polycarpe de Riedmatten. Le parti conservateur désirait ce dernier et le parti libéral voulait Roten. Mais ce parti n'avait du libéralisme que le nom, car le pays était alors dominé par quelques familles qui faisaient faisceau entre elles... Cette ligue s'était depuis quelques années emparée du pouvoir et pour se le perpétuer, ils songèrent (sic) à élire un évêque qui fût facile à gouverner ou, pour dire mieux, qui ne sût pas gouverner par sa volonté. Sous ces auspices, fut élu Maurice-Fabien Roten, homme faible, dépourvu de tout ce qui constitue un bon évêque, sauf toutefois qu'il était un homme dévot, bon et doux, voulant le bien mais ne pouvant le faire. »

leva la cause libérale, et que ses parents et combourgeois auraient néanmoins élu à la Diète sans l'intervention de... l'ambassade de France.

Soyons juste : la suppression des quatre voix de l'évêque en Diète et leur remplacement par deux voix accordées l'une à l'évêque et l'autre au clergé, et la participation de l'Etat à l'enseignement public, expliquaient peut-être moins le revirement de la grande partie du clergé que la crainte de voir le Valais rénové adhérer aux articles de Baden (20 janvier 1834), empreints d'un indiscutable josphisme, et imiter les procédés de certains gouvernements à l'égard des Jésuites et des couvents. La maladresse de la Jeune-Suisse première édition (maladresse à laquelle la section valaisanne resta complètement étrangère) à pactiser avec les révolutionnaires allemands, italiens, polonais, dut peser aussi dans la balance.

Quant au peuple haut-valaisan, qui lui-même n'avait pas grand'chose à dire et se désintéressait de gré ou de force des questions à l'ordre du jour, il ne demandait qu'à vivre en paix. Il n'aimait pas plus ses « Herrlini » que les « niveleurs » libéraux du Bas-Valais¹ que des pamphlets anonymes s'évertuaient à présenter comme ennemis jurés de l'Eglise et de toute « légitimité ». Sans doute aussi gardait-il le souvenir du « Höllenbüchlein », la Constitution unitaire de 1798 à propos de laquelle il s'était saigné inutilement, et un souvenir plus précis du régime français avec son organisation disciplinée et surtout ses impôts directs, qu'il avait en horreur. La crainte que le Bas-Valais, devenu le plus fort, ne prît sa revanche d'une longue et parfois pesante sujétion, et le prix du sel ou la taxe d'importation sur le vin ou les porcs d'Italie, le tourmentaient plus qu'une Constitution qu'il ignorait.

Refermons la parenthèse et reprenons le fil des événements.

Par gain de paix, le Conseil d'Etat composé de MM. de Courten, de Stockalper, Burgener, Dufour et Morand, décida, à la ma-

¹ C'est des deux côtés de la frontière linguistique que le peuple se désintéressait plutôt de la politique cantonale, à laquelle, du reste, de par le principe des votations en 2^e et 3^e degré, il n'était pas directement mêlé ; l'ignorance et la pauvreté faisaient le reste. On ne peut que souscrire à cette observation exprimée dans le rapport des représentants fédéraux du 15 juin 1839 : « Le peuple des deux côtés est en général bon ; seul et abandonné à ses propres réflexions, il n'a pas d'animosité contre ses adversaires ; il paraît désirer vivement le terme des discordes qui agitent dans ce moment le pays et si ce vœu n'a pas encore été exaucé, il faut en chercher la cause en dehors de ses sentiments à lui. »

majorité de ces trois derniers, de proposer à la Diète que chaque dixain y envoie ses quatre députés en y ajoutant un député pour 1500 âmes de population supplémentaire. Suggestion qui obtint la majorité numérique de la Diète (28 voix contre 27), mais cette majorité n'était pas légale, parce que ne correspondant pas aux deux tiers des suffrages. De plus, les conseils de dixains repoussèrent par 7 contre 6 le préavis gouvernemental : le Haut faisait bloc compact contre le Bas.

Déplorons ici l'intervention de Mgr Roten qui, non content d'avoir prêché l'« attachement inviolable » à la Constitution de 1815 dans son Mandement du 28 janvier 1834, revenait à la charge dans une circulaire confidentielle (12 juillet 1838), invitant Messieurs les Révérends curés et leurs coopérateurs « de bien faire sentir aux plus influents de leurs paroissiens, dans des entrevues privées seulement et par tous les moyens en leur pouvoir », les bienfaits des institutions en vigueur et les dangers que tout changement entraînerait pour la paix publique et pour la religion. Les représentants des dixains, Eugène Gay et Joseph Gross pour Martigny, Antoine Luder pour Entremont, dont l'orthodoxie était au-dessus de tout soupçon, Pierre Torrent et Emmanuel Bonjean pour Monthey, d'une part, Adrien Pottier d'autre part, président de la « Jeune-Suisse », exposèrent on ne peut plus respectueusement combien les appréhensions de Monseigneur étaient chimériques. Loin de les décourager, les obstacles qui se dressaient devant les champions de l'égalité de droits galvanisaient leur persévérance. Ils étaient résolus d'aller de l'avant, coûte que coûte : le 26 octobre, une commission des dixains de Martigny, Entremont, Monthey, adressait aux citoyens bas-valaisans un appel expliquant qu'il était temps que la majorité fît la loi et précisant les revendications du Bas-Valais : compétence au peuple de désigner les membres des conseils de dixains et du Grand Conseil, abolition des privilèges et du cumul des places, séparation des pouvoirs, réforme de l'organisation judiciaire, répartition équitable des charges militaires.

La demande fut donc renouvelée ce jour pour être soumise à la Diète de novembre. Le Conseil d'Etat, à la même majorité que précédemment, de 3 contre 2 voix, et la Diète à celle de 29 contre 27, admirent le principe de l'égalité de représentation. Ce faisant, ils modifiaient eux-mêmes la Constitution de 1815 et se ralliaient à la manière de voir bas-valaisanne, que

Sion et Hérens venaient d'appuyer par leur adhésion¹. Malheureusement cette majorité se trouvait derechef en contradiction avec le fameux article 57 ; la question restait donc pendante. Le Conseil d'Etat, dont le devoir était de veiller au maintien de la Constitution, se trouvait dans un gros embarras. Finalement la Diète adopta à l'unanimité la révision « sans préjudice des droits des deux parties » et s'ajourna au 14 janvier suivant. La réserve qu'elle avait formulée ouvrait la voie à tous les litiges.

Un comité bas-valaisan extraparlamentaire se forma alors à Martigny, sous la présidence d'Alexis Joris d'Illarsaz pour engager les dixains du centre à se joindre aux trois du Bas-Valais pour réclamer « la plénitude de nos droits ». Chaque conseil de dixain fut invité à désigner un délégué à la commission de révision convoquée à Sion le 3 janvier. Mais les délibérations furent bientôt rompues par une déclaration du représentant de Conches qu'il ne discuterait la révision que moyennant l'acceptation préalable de dix-huit conditions, écho très amplifié d'une série de vœux formulés dans une assemblée du clergé (4 janvier). Elles comportaient entre autres : la représentation en diète sur la base 1 : 2000, la répartition du canton en trois arrondissements, l'instruction de la jeunesse confiée aux Jésuites, le maintien des quatre voix de l'évêque, etc. Les collègues haut-valaisans firent chorus tandis que les bas-valaisans refusaient de souscrire à de telles prétentions. Sur ce, les premiers quittèrent la salle et les seconds, restés seuls, s'attelaient à la révision.

Sur le conseil du comité de Martigny, qui devant les intentions belliqueuses du Haut, « avait pris toutes les mesures d'une légitime défense », les sept dixains inférieurs élirent des députés dans la proportion de 1 : 1000 habitants. M. Barman, président du dixain de St-Maurice, avertit le Conseil d'Etat que ces nouveaux députés ne se présenteraient pas à la session prévue pour le 14 si les membres orientaux de la commission consentaient à collaborer à la révision. Cette avance ayant été déclinée, la députation bas-

¹ Celle-ci et par ricochet la répulsion du Haut-Valais pour la nouvelle organisation s'explique en partie par un détail qui peut, de prime abord, paraître insignifiant au profane. La Constitution du 30 janvier (art. 28) prévoyait qu'un conseiller d'Etat serait nommé dans l'arrondissement du Centre (formé des dixains de Sion, Hérens, Conthey), ce qui assurait un siège à la capitale, alors que sous l'ancienne, cet arrondissement comprenait les dixains de Sierre, Sion et Hérens, combinaison qui favorisait Sierre et la famille de Courten en particulier.

valaisanne renforcée se présentait à Sion au jour fixé. Pris au dépourvu, le Conseil d'Etat, par l'organe du grand-baillif, protesta devant cette invasion — le droit de modifier la représentation nationale étant réservée au pouvoir législatif —, ajourna la Diète « sine die » et déclara qu'il allait réclamer l'intervention fédérale. Puis il se retira, suivi des députés de Conches, Brigue, Rarogne, Viège, Loèche et Sierre, tandis que les autres auxquels s'étaient joints trois du dixain de Sierre, s'érigeaient en Constituante, sous la présidence du Dr Joseph Barman et la vice-présidence du colonel Eugène de Riedmatten.

« Je déclare, dit M. Barman, que nous ne quitterons le terrain que forcés par des événements que nous ne saurions prévoir et que nous allons sans plus tarder procéder à l'œuvre de notre régénération politique. »

Ils représentaient (théoriquement, car il y avait des exceptions) 46.672 âmes contre 29.126, soit les deux tiers du canton. La séculaire Diète valaisanne avait vécu : remontant au XIV^e siècle, elle était, après celui d'Angleterre, le plus ancien parlement du monde.

Le 19 janvier, les représentants du Haut-Valais cherchaient à amadouer le peuple des dixains inférieurs par une lettre où ils célébraient l'ancienne Constitution et la période de tranquillité et de prospérité (?) qu'elle avait procurée au pays :

« Nous nous attachons, affirmaient-ils, *inviolablement* à la Constitution de 1815... Et faudrait-il en venir à une *séparation* ? Plutôt que de faire le sacrifice de notre liberté (?), plutôt que de nous exposer à toutes les suites d'une représentation proportionnelle sans contrepoids pour la conservation de nos droits et de nos intérêts, nous la demanderions... »

Cette menace tombait à faux, car dans sa réponse au Conseil d'Etat, le Vorort renvoyait celui-ci au conclusum du 27 décembre 1830 et déclarait qu'il n'interviendrait qu'en cas de désordre ou de division du canton. Toutefois la demande de médiation ayant été réitérée le 1^{er} janvier, et le mot de séparation ayant été prononcé, il délégua comme commissaires fédéraux en Valais MM. Schaller, avoyer de Fribourg, et Baumgartner, landammann de St-Gall, l'un et l'autre catholiques pratiquants, mais radicaux. Ils avaient pour principe de maintenir l'intégrité du canton, d'empêcher tout armement et d'introduire le principe proportionnel dans la représentation cantonale.

Les commissaires auraient dépassé leurs instructions en demandant que les délégués orientaux se joignissent à l'assemblée

constituante de Sion¹. La Constituante siégea du 16 au 30 janvier ; invitée à deux reprises d'y participer, la députation orientale s'y refusa. De là date la dissidence, la scission entre les deux parties du canton.

Le nouvel acte fondamental prévoyait entre autres la représentation proportionnelle, la liberté de la presse, l'ouverture d'écoles normales et moyennes, la réduction des quatre voix de l'évêque à deux, dont la deuxième à un membre du clergé choisi dans la région d'où l'évêque n'était pas originaire. Il fut soumis au vote populaire le 17 février. Tandis que le Haut-Valais retournait à leurs expéditeurs la proclamation de la Constituante et les exemplaires de la nouvelle Constitution, les huit dixains inférieurs acceptaient celle-ci par 9108 bulletins affirmatifs, y compris 2135 abstentions, contre 1156 négatifs sur 10.264 citoyens actifs. Le total du canton étant de 19.084 citoyens, la majorité semblait acquise². Or, le même jour, les représentants des communes alémaniques réunis à Brigue, décidaient à l'unanimité le maintien de l'ancienne Constitution, la nouvelle étant hostile à la religion (!), et protestaient contre la promulgation d'une charte élaborée par une seule partie du pays, à l'exclusion du clergé et du Conseil d'Etat. Ils ignoraient sûrement que « tous » avaient été conviés à cette élaboration. Entre le 18 et 28 février, il fut recueilli dans le Haut-Valais, pour le maintien des institutions de 1815, près de 11.000 signatures, chiffre manifestement hors de proportion avec le chiffre réel des habitants.

Après avoir vérifié les procès-verbaux de la votation du Bas, les commissaires déclarèrent (28 février) la nouvelle Constitution valide et légale, et fixaient au 11 mars l'élection des députés au Grand Conseil.

Toutefois, sur leurs instances, les délégués orientaux s'étaient rendus à Sion (27 février) et réduisaient à treize leurs précédentes conditions, parmi lesquelles la division du canton en deux arrondissements, le referendum pour toutes les lois, la représentation nationale sur la base 1 : 2000, la réduction du prix du sel à un batz la livre. Passant outre, les commissaires ordonnèrent de nouvelles

¹ Chancellerie fédérale : *Considérations sur les affaires du Valais* (s. d.).

² Les dixains orientaux contestaient l'exactitude de ces chiffres, le résultat du scrutin limitant le nombre des votants des dixains de Sion à 255 sur une population de 3738 et de Sierre à 196 sur une population de 6944 et passait sous silence l'existence des citoyens des cinq dixains orientaux.

réunions électorales dans les dixains dissidents en vue des élections au Grand Conseil. Ils se rendirent même à Sierre inutilement, leurs interlocuteurs s'obstinant à déclarer qu'ils s'en tenaient à la Constitution de 1815 et n'y admettaient de modification que dans les formes qu'elle prescrivait. Rentrés à Sion, ils soumettaient aux dixains (8 mars) une série de dix propositions de transaction, comportant entre autres : le principe de l'unité et de l'indivisibilité du canton, celui de la représentation d'après la population, la nomination d'une nouvelle Constituante, l'engagement de se soumettre à la majorité, etc.

Le Conseil d'Etat les accueillit avec froideur. Aussi, le 14, les commissaires se plaignirent-ils de « son apathie ». Sans se soucier de leurs doléances, le nouveau Grand Conseil se réunit, réduit aux 43 membres du Bas-Valais et du Centre, sur les 77 sièges qu'aurait compté normalement l'ensemble du canton.

Pour laisser encore au Haut-Valais le temps de se prononcer sur les nouvelles propositions des commissaires, l'assemblée consentit à différer jusqu'au 20 mars la nomination du nouveau Conseil d'Etat. Elle était résolue à imposer celui-ci par la force et à cette intention 500 hommes étaient échelonnés entre Martigny et Vétroz.

Conscients du sérieux de la situation, les délégués haut-valaisans envoyèrent enfin leur réponse adressée au grand-baillif. Leurs précédents 18, puis 13 desiderata se ramenaient maintenant à 5 : maintien des quatre voix de l'évêque et des droits du clergé, maintien de l'ancienne constitution jusqu'à l'adoption de la nouvelle par les dixains, garanties contre l'augmentation des droits d'entrée sur les objets de première nécessité et contre l'établissement de nouveaux impôts. Mais persuadée qu'il s'agissait de nouvelles échappatoires, l'autorité législative reprit sa liberté de mouvement et procéda aux nominations constitutionnelles. Vu la démission des deux Conseillers d'Etat romands Dufour et Morand et l'absence de leurs collègues, le nouveau Conseil d'Etat fut presque entièrement reconstitué comme suit : Janvier de Riedmatten, de Sion, président ; Joseph Burgener, de Viège, vice-président ; Maurice Stockalper de La Tour, de Brigue¹ ; Maurice Barman, de Saillon ; Jean-Pierre Torrent, de Monthey. M. Joseph Gross, de Martigny, fut appelé à la présidence de la Cour d'Appel

¹ Qui n'accepta pas.

et M. Ignace Zen-Ruffinen, de Loèche, à la vice-présidence. Le 30, le président Janvier de Riedmatten annonça au peuple valaisan qu'il n'y a plus qu'un seul pouvoir exécutif légal, celui élu le 20 mars. Innovation digne d'être signalée, les séances du Grand Conseil sont publiques et un bulletin, premier spécimen de la presse valaisanne, donne un compte-rendu des séances et des décisions.

Ces nominations provoquèrent une protestation des sept diocésains orientaux, — Hérens s'y était rallié pour des raisons que nous verrons plus loin, — et une déclaration de l'ancien Conseil d'Etat (réduit à MM. de Courten, Taffiner et de Stockalper) que, seule autorité légale, il resterait à son poste.

Ainsi le Valais se trouvait en réalité divisé, régi qu'il était par deux Constitutions, administré par deux autorités exécutives et législatives, représenté à la Diète fédérale par une double députation, endoctriné, sinon renseigné, par deux journaux ¹. Peu s'en fallut que la scission ne s'étendît au diocèse. La tension était extrême et le moindre incident aurait mis le feu aux poudres. M. Baumgartner ne vit de salut que dans une énergique intervention fédérale. Devant l'hésitation du Vorort, il donna sa démission et fut remplacé par le conseiller d'Etat vaudois de La Harpe. Les deux commissaires devaient poursuivre l'œuvre de pacification et éviter à tout prix une séparation du canton. Comme ils reçurent du grand-baillif de Courten l'assurance de son désir d'une entente, le nouveau Conseil d'Etat, renonçant au rôle d'intermédiaire, les pria de s'aboucher directement avec les délégués orientaux et de transmettre leurs propositions aux occidentaux. C'est ce qu'ils firent dans un Mémoire au Bas-Valais (9 avril). Trois jours plus tard, ils se présentaient à Martigny pour discuter les propositions haut-valaisannes avec les représentants des communes réunis au nombre de 800 à 1000, sous la présidence de M. J. Barman. Mais ils se heurtèrent à une fin de non recevoir catégorique. Le maintien des quatre voix de l'évêque provoqua des murmures. Les plus exaltés parlaient de marcher incontinent sur Sion pour en chasser le Conseil d'Etat de 1815, et la menace eut un commencement d'exécution. Cette exaspération s'explique en grande partie par une récente adresse du clergé (14 février) au

¹ Les conservateurs avaient lancé contre l'*Echo des Alpes* le *Défenseur de la Religion et du peuple* qui n'eut qu'une durée éphémère.

peuple bas-valaisan, engageant celui-ci à se désolidariser de ses chefs :

« Ah ! gardez-vous, y lisait-on, de sacrifier pour un peu d'or ou pour moins encore les hommes purs et désintéressés à ces astucieux caméléons, à ces renards politiques, à ces intrigants patelins et mielleux qui sans autre talent qu'un vain babil, se démènent dans tous les sens, clabaudent du matin au soir et suent sang et eau pour arriver aux places ¹. »

Reconnaissons à la louange des Bas-Valaisans qu'ils avaient constamment usé d'un langage ferme mais digne dans leurs revendications et qu'ils s'étaient abstenus de toutes attaques personnelles et discourtoises, ce qui n'était pas le cas chez certains de leurs adversaires : pour son indépendance, M. Joseph Burgener n'était-il pas accusé dans une brochure anonyme de s'être parjuré et d'avoir sacrifié son honneur à son ambition ? ² et M. Joseph Barman traité ironiquement de grand politique et de servile courtisan ? Mieux encore, comme à cette époque il construisait sa villa de la Tuilerie à St-Maurice, le bruit fut répandu qu'il la destinait à un temple protestant et deux Haut-Valaisans vinrent sur place pour s'assurer de la chose.

Ma qualité de Bas-Valaisan pouvant faire douter de mon impartialité, c'est à un historien et juriste haut-valaisan que je m'en réfère pour dissiper les accusations d'anti-religion portées contre eux ³.

« On insinuait à tort et à travers que le projet de constitution lésait gravement la sainte Religion et les sentiments du peuple catholique. Cela était-il possible, puisque les catholiques-conservateurs formaient la grande majorité de la Constituante, que la présidence de celle-ci avait été confiée à l'unanimité au Dr Barman, précisément parce que sa vaste culture et sa supériorité intellectuelle aussi bien que son intégrité et ses convictions religieuses n'étaient contestées de personne ? Cela dénote peu d'intelligence et une bonne dose d'inconscience et de déformation morale que d'abaisser la religion à servir de tremplin à une politique d'égoïsme et de domination. Les anti-cléricaux n'étaient alors pas vus d'un bon œil dans la nouvelle école qui groupait les Barman, les Joris, etc., et leur influence était nulle. L'explosion d'anticléricalisme et d'impiété (?) au début de l'ère 1840 doit être attribuée pour une bonne part à l'attitude intransigeante et sectaire du Haut-Valais... »

¹ Cette singulière adresse était signée par les membres du Comité central du Clergé : Rd Prévôt Filliez, le grand doyen Chne de Preux, le doyen Chne Berchtold, le Chne de Stockalper, curé de Sion, et le Chne A. Derivaz, curé d'Ardon.

² Pendant plus d'une année il ne put rentrer dans sa famille à Viège. Crétineau-Joly traite les chefs bas-valaisans d'« hommes perdus de vices et de dettes » !

³ Dr Franz Seiler : *Die Anfänge der Demokratie* (voir aux Sources)

Ces réflexions confondent des médisances qui ont fait long feu.

Tandis que les délégués occidentaux avisaient (19 avril) les représentants du Vorort qu'ils consentaient, par gain de paix, à rouvrir les discussions sur la constitution du 30 janvier, ceux-ci répliquaient qu'ils attendaient eux-mêmes une réponse à leur proposition du 9 pour pouvoir renseigner le Vorort sur l'opinion de toutes les parties du canton.

Sourd à cette invite, le nouveau Conseil d'Etat convoquait le Grand Conseil pour le vendredi 3 mai, tandis que l'ancien convoquait la Diète pour le lundi 6 mai à Sion également. Cette coïncidence mettant en danger l'ordre public, le premier déclara qu'il s'opposerait au besoin par la force à la réunion de la Diète. MM. de Schaller et de La Harpe lui donnèrent raison. Deux chefs haut-valaisans se rendirent alors à Zurich pour se plaindre de cette prétendue partialité, mais le Vorort approuva la conduite de ses représentants.

Le 6 étant jour de foire et de grande affluence à Sion, des mesures de police furent prises pour éviter une collision. Sur le soir, l'ancien Conseil d'Etat quittait Sion pour Sierre, sans incident, le grand-baillif dans un carrosse à quatre chevaux, accompagné par deux huissiers et les onze gendarmes qui lui étaient restés fidèles. Une première séance de l'ancienne Diète eut lieu au château de M. de Courten, à 10 h. du soir. Le lendemain arriva l'évêque, reçu en grande pompe à l'église paroissiale ; il célébra la messe du Saint-Esprit, suivie d'une parade militaire. Cette Diète séparée élit un nouveau Conseil d'Etat, composé de MM. Michel Dufour, grand-baillif, Maurice de Courten, vice-baillif, Maurice de Stockalper, François Taffiner et Xavier de Cocatrix. Les deux romands n'acceptèrent pas leur mandat. MM. Gaspard Zen Ruffinen et Antoine de Lavallaz furent nommés députés à la Diète fédérale.

Le retour de l'ancien gouvernement à Sion le 9 porta à son comble l'exaspération des esprits. Des fenêtres de son hôtel furent brisées, ses huissiers maltraités, deux de ses députés séduits, MM. Emmanuel de Riedmatten et Louis de Kalbermatten, houspillés. Les manifestants menaçaient de le chasser de la capitale et de s'emparer par la force de l'arsenal et de la chancellerie. Les commissaires fédéraux engagèrent la ville et le Conseil d'Etat de Sion à prendre des mesures de précaution : une garde urbaine

fut constituée et des artilleurs mobilisés secrètement. Dans la proclamation qu'ils adressaient à la population, on lisait cet avertissement : « Il faut espérer que l'ancien Conseil d'Etat sentira enfin l'inconvenance de sa présence dans une partie du pays qui ne le reconnaît pas. » M. de Courten comprit la leçon et s'installa définitivement à Sierre avec ses deux collègues, au début de juin.

Le 10 mai, le gouvernement de Sion s'était adressé aux Etats suisses pour obtenir la garantie de la Constitution du 30 janvier, et le 13 les commissions demandaient au Vorort un projet de décret de reconstitution du canton. Ces deux démarches n'eurent pas d'effet immédiat.

Comme il fallait s'y attendre, les députés repoussèrent les propositions du 9 avril, à part la deuxième qui prévoyait une nouvelle assemblée constituante sur la base 1 : 1000, et examinaient de nouvelles bases d'accord sous les auspices des représentants fédéraux. Ceux-ci prièrent le grand-baillif de les soumettre aux dixains orientaux pour réaliser enfin la réconciliation (13 mai).

A cette époque, l'ancien Conseil d'Etat de 1815 détenait encore les archives et le trésor, et le nouveau avait mis la main sur l'arsenal et la régie des postes. Le Grand Conseil chargea le pouvoir exécutif de réclamer auprès des commissaires la remise des titres et pièces officielles concernant les dixains qui avaient reconnu son autorité et le dépôt en tierces mains de la caisse de l'Etat et des archives publiques pour qu'il fût possible aux intéressés de les consulter. Il ne fut pas donné suite à cette démarche.

Des deux côtés de la barricade, on s'observait, on s'épiait, chacun cherchant à gagner du terrain. Dans le Bas-Valais les deux communes de Troistorrents et de Val d'Illiez, à l'exception de Champéry qui en fut détaché plus tard, méconnaissaient le principe constitutionnel en vertu duquel la majorité du dixain lie la minorité, s'étaient opposées à la constitution du 30 janvier et avaient refusé de nommer leurs délégués au collège électoral du dixain et lacéré les affiches officielles. Le Conseil d'Etat de Sion fit occuper militairement (14 mai) les deux communes récalcitrantes qui capitulèrent sans résistance.

Des complications identiques se produisaient à propos d'autres communes enclavées dans une région dont elles ne reconnaissaient pas les institutions. Ainsi, Nendaz, seule du dixain de Conthey, fraternisait avec Hérens reconverti au gouvernement de 1815 à l'exception d'Evolène et Lanaz. Par contre, Savièse et Arbaz

s'étaient détachées du dixain d'Hérens et avaient demandé et obtenu du nouveau Grand Conseil leur incorporation à celui de Sion. Bramois et Grimisuat, membres du dixain de Sion, réclamaient de leur côté leur annexion à celui d'Hérens. Enfin, dans celui de Sierre, les communes de Granges, Grône et Lens faisaient bande à part et reconnaissaient le gouvernement de Sion.

Devant ce chaos, le Vorort déclara ne reconnaître ni l'une ni l'autre constitution et recommanda le statu quo en attendant la session ordinaire de juillet de la Diète fédérale. Mais cette pause « laissait aussi aux passions haineuses, à l'esprit d'intrigue le temps d'étendre leurs ravages ¹ ».

A cette Diète se présentèrent les deux députations du Valais : MM. Joseph Barman et Charles de Rivaz pour le Bas, Maurice de Stockalper ² et Gaspard Zen-Ruffinen pour le Haut. Elles n'y furent pas admises, ce qui provoqua une vive protestation des deux derniers.

Le 11 juillet, malgré l'opposition des cantons sarniens, l'assemblée fédérale adoptait l'important décret suivant :

Art. 1. — Il sera nommé dans la proportion d'un membre pour 1000 âmes de la population totale du pays une assemblée constituante qui devra procéder à la reconstitution du canton sans aucune condition préalable.

Art. 2. — Les commissaires fédéraux communiqueront eux-mêmes le présent décret à MM. les présidents des dixains et ceux-ci aux présidents de commune ; ils indiqueront à chaque dixain le nombre de représentants à élire sur la base du recensement de 1837 et présideront à l'ouverture de l'assemblée constituante.

Art. 4. Le projet de Constitution terminé sera soumis au vote du peuple.

Art. 5. — La Constitution sera considérée comme acceptée et recevra la sanction fédérale si, dans une votation réglementaire, la majorité absolue des électeurs s'est déclarée en sa faveur.

La Diète nomma en outre une commission de 7 membres pour préparer un projet d'exécution de son décret.

En vertu de ce décret, les commissions fixaient les élections à la Constituante au 24 et sa convocation au 29 juillet. Tandis que le Bas-Valais obtempérait, le Haut, considérant que ce décret attentait à la souveraineté cantonale, persistait sur le maintien de

¹ Proclamation du Conseil d'Etat du 30 octobre 1939.

² M. de Lavallaz n'ayant pas accepté sa nomination.

la Constitution de 1815 et, allant plus loin, il se prétendait dégagé de ses obligations envers la Confédération et menaçait de s'en retirer¹.

III

La Constitution du 3 août 1839

Le 29 juillet, MM. de Schaller et de La Harpe ouvrirent solennellement la Constituante et se retirèrent après l'assermentation des 43 députés présents. Au lieu de paraître à la séance, les Haut-Valaisans organisaient à Sierre une assemblée comptant environ 300 délégués des communes renforcés d'une trentaine d'ecclésiastiques. Cette « Landsgemeinde » décida de dépêcher auprès du président du Vorort et de la Diète une députation exclusivement paysanne qui obtint sur les bords de la Limmat un certain succès de curiosité, mais échoua dans sa mission de faire modifier l'arrêté du 11 juillet.

Pendant ce temps, la Constituante accélérait son travail de révision qu'elle terminait le 3 août. Animée d'un sincère désir de rapprochement, elle faisait plusieurs concessions importantes au Haut-Valais et au clergé.

Sans doute réduisait-elle à une les quatre voix de l'évêque en accordant une seconde au clergé, mais cela s'expliquait par la propre renonciation du prélat à trois de ses suffrages en faveur du clergé (Déclaration du clergé du 4 janvier), et aussi par un sentiment de dépit fort humain, Mgr Roten ayant constamment prêté ses suffrages au Haut contre le Bas dans la question de la révision, et ayant participé à la Diète séparée de Sierre, après avoir déclaré en janvier qu'il n'assisterait qu'à une Constituante ou Diète ralliant les députés de tout le canton. Enfin, le législateur invoquait le témoignage d'un illustre parrain de la Charte de 1815, le ministre d'Autriche Schraut. Celui-ci en effet notifiait au grand-

¹ Vote de M. Andenmatten, 15 septembre 1839 : « Nous sommes en droit de demander la séparation, en considérant que la Confédération n'a tenu aucun des engagements qu'elle avait contractés à notre égard lorsque le Valais a accédé, bien contre son gré et seulement sur les conseils des ministres étrangers..., au pacte fédéral aujourd'hui violé par les 14 cantons parjures. » (Stockalper : *Aktenmässige Darstellung*, p. 49.)

baillif de Sépibus le 20 janvier 1815 « que les droits de souveraineté et de juridiction exercés autrefois par les évêques de Sion ont pris fin. Toute protestation tendant à les faire revivre tombera dans le néant ». Le siège qu'on lui concédait au corps législatif l'était à titre honorifique et non effectif.

Mais l'article 2 proclamait la religion catholique religion de l'Etat et lui assurait l'exclusivité d'un culte public. Ensuite, l'article 3 maintenait les droits du clergé séculier et régulier (les « droits », mais non les « immunités »), et la Constitution de 1815 était moins explicite à ce sujet. Allant plus loin encore dans la voie de la condescendance, le législateur supprimait l'article 8 de la Constitution du 30 janvier relatif à la liberté de la presse que l'évêque et le clergé considéraient comme un danger pour la foi catholique, alors que le Bas-Valais n'y voyait qu'un utile moyen de contrôle et de critique, « car la liberté de la presse est une arme puissante pour les minorités et les opprimés ». Il abandonnait même l'établissement d'Ecoles normales et moyennes, innovations regardées comme funestes pour le motif qu'elles auraient concurrencé les collèges des Jésuites de Sion et de Brigue. Mais si l'Institut Rausis à Martigny avait dû fermer ses portes, des frères français avaient pu ouvrir des établissements à Martigny-Bourg et à Monthey, et l'abbaye de St-Maurice une Ecole moyenne dès l'automne 1838.

La Charte supprimait la dignité de grand-baillif qui présidait à la fois le Conseil d'Etat et la Diète, et substituait à celle-ci un Grand Conseil.

Elle remplaçait enfin, toujours par égard pour les dissidents, le referendum facultatif par le referendum « obligatoire ».

Mais son caractère essentiel ressortait dans l'article 1 : « La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans. La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative. » L'acte fondamental du 30 janvier étant resté inappliqué, c'est la première fois que le peuple valaisan exerçait directement la souveraineté et devenait maître de ses destinées.

La nouvelle constitution devait être soumise au peuple le 25 août. Sourds aux avances du Bas-Valais, les députés orientaux prévinrent cette date et le 18 août, ils consultèrent leurs électeurs sur les deux points bizarrement accouplés suivants : la réduction du prix du sel et le maintien de la constitution de 1815. La votation eut lieu de « vive voix » par devant le président et le secré-

taire de la commune, assistés de deux scrutateurs. Le procès-verbal indiqua 10.722 suffrages affirmatifs sur environ 35.000 âmes, chiffre qui fit hocher la tête aux statisticiens, puisque de l'aveu même des autorités haut-valaisannes aux représentants fédéraux, les 4 et 6 septembre, la moyenne des votants en Valais était de 1 : 4.

Alors que dans le Bas-Valais, chaque citoyen fut libre d'exprimer son opinion, tel ne fut pas le cas dans le Haut. Par exemple, le président d'une assemblée demanda à ses administrés avant la votation s'ils voulaient rester catholiques ou non, en ajoutant que les dissidents passeraient par la fenêtre ¹.

Le peintre Laurent Ritz, professeur au Collège de Brigue, fut contraint de quitter cette localité et de s'établir à Sion, parce qu'il donnait raison aux Bas-Valaisans.

Une fois de plus, Mgr Roten, dans un mémoire publié le 24, cherchait à influencer le vote du lendemain en manifestant ses craintes d'un danger pour la religion ; le Conseil d'Etat de Sion n'eut pas de peine à montrer l'inanité de ses alarmes. De son côté, le gouvernement de Sierre réduisait tout à coup le prix du sel à un batz la livre, et des émissaires parcoururent les villages en répandant les bruits les plus tendancieux.

La votation qui eut lieu le 25 dans le Bas-Valais et le Centre sanctionna néanmoins la nouvelle Constitution par 7.605 bulletins affirmatifs contre 601 négatifs. La population des communes qui y avaient participé s'élevait à 43.000 âmes. Toutes les formalités prescrites par les représentants fédéraux y avaient été scrupuleusement observées. Ceux-ci transmirent le résultat du scrutin à la Diète et sollicitèrent leur rappel (2 septembre).

Mais ce résultat était contesté par le Haut-Valais qui établissait son calcul ainsi :

D'une part :

Population des 6 dixains supérieurs	29.126
Dixain d'Hérens moins Savièse et Arbaz	5.808
Du dixain de Sion, Grimsuat et Bramois	466
Du dixain de Conthey, Nendaz	1.453
Population de Val d'Illiez et Troistorrents	2.300
Total	39.153

¹ Adresse de deux députés du Valais à la haute Diète fédérale le 10 sept. 1839.

D'autre part :

Population des 4 dixains inférieurs	30.015
Dixain de Conthey moins Nendaz	4.123
Dixain de Sion moins Grimisuat et Bramois	3.272
Du dixain d'Hérens, Savièse et Arbaz	1.553
Total	38.963
Dont il convient de déduire Val d'Illeiez et Troistorrents	2.300
Resterait	36.663

D'après ce point de vue¹, les partisans de la Constitution de 1815 l'emporteraient sur ceux de la Constitution de 1839 par 2.490 suffrages, mais l'objet plébiscité était l'acceptation ou le rejet de la constitution de 1839 et non le maintien de celle de 1815...

Un proche avenir devait trancher le problème.

Les dixains occidentaux nommèrent aussitôt leurs représentants au Grand Conseil qui, à son tour, le 3 septembre déjà, désignait MM. Joseph Barman et Charles de Rivaz comme députés à la Diète fédérale, et comme membres du Conseil d'Etat : MM. Janvier de Riedmatten, de Sion, Joseph Burgener, de Viège, J.-B. Briguët, de Lens, Maurice Barman, de Saillon, François Delacoste, de Monthey. Le nouveau Conseil d'Etat inaugura son entrée en fonctions par un tir cantonal à Sion, qui attira une grande affluence du Bas-Valais ; l'avocat Gaspard Zen-Ruffinen y déplora l'absence de ses concitoyens du Haut. Le jour de l'ouverture (1^{er} septembre), le village de Grimisuat était le théâtre d'une bagarre sanglante entre partisans des deux régimes : un homme fut tué et un gendarme grièvement blessé. Ce même jour, les dixains orientaux demandaient la séparation du Canton en deux administrations, demande renouvelée le 21.

Le 6 septembre devait s'ouvrir la Diète fédérale. Or ce même jour éclatait le « putsch » zurichois, provoqué en particulier par l'appel du Dr Strauss à la chaire de théologie de l'Université. Zurich se trouvant à la fois capitale du canton et Vorort de la Confédération, la révolution cantonale suffit pour orienter vers la droite la politique fédérale. Les travaux de la Diète furent suspendus pendant 17 jours, et quand ils reprirent, le 23 septembre, la majorité s'était déplacée.

¹ On pourra remarquer que ce calcul donne une population totale au canton de 75.816 âmes, alors que le recensement de 1837 accusait 77.648 habitants.

Dans l'intervalle, les députés du Bas-Valais avaient (10 septembre) sollicité leur admission à la Diète en se prévalant de sa docilité aux ordres fédéraux. Ils relevaient l'anomalie de la votation dans le Haut : celui-ci alignait en effet 10.722 électeurs pour environ 35.000 habitants, alors que le Bas n'en comptait que 8.206 sur 43.000 (la moyenne de la Suisse étant de 1 : 5). Et ce résultat fût-il exact que les moyens pour l'obtenir — pression, ignorance générale de la question en jeu ¹, réquisition d'interdits, d'étrangers, d'idiots, etc. — étaient inadmissibles.

La Diète avait d'ailleurs dès le 22 août désigné une nouvelle commission pour les affaires du Valais ; celle-ci devait avant tout s'enquérir sur la façon dont l'arrêté du 11 juillet avait été exécuté. Elle fut unanime à reconnaître la validité de la Constitution du 3 août et à en recommander la garantie fédérale. C'est sur ces conclusions qu'un long et vif débat s'ouvrit le 24 septembre. Mais à deux reprises, le gouvernement de Sierre avait averti le Vorort que dans le cas affirmatif, il exigerait la séparation du canton. Cette menace jointe à de nouvelles promesses d'accommodement influença le vote et il se forma une majorité de 14 voix contre 10 pour refuser l'admission de la députation bas-valaisanne et recommencer les pourparlers de conciliation. A cet effet furent délégués trois nouveaux commissaires ², MM. Frey, de Bâle, de Maillardoz, de Fribourg, et Meyenburg, de Schaffhouse, pour remplacer MM. de Schaller et de La Harpe, estimés trop sympathiques au Bas-Valais. Ceux-ci devaient toutefois rester en fonctions jusqu'à l'arrivée de leurs successeurs. Les députés des cantons de Berne, Lucerne, St-Gall, Argovie, Thurgovie, Soleure et Bâle-Campagne firent insérer au protocole une déclaration qu'ils se désolidarisaient de la décision prise en dérogation de celle du 11 juillet. A cette protestation vint s'en adjoindre une autre, vibrante d'indignation, du représentant de la Harpe ³. A son tour,

¹ On avait suggéré à des naïfs qu'il s'agissait du maintien de la religion catholique. D'autre part, aucun communiqué des commissaires et, assure-t-on, aucun exemplaire de la Constitution du 3 août n'étaient arrivés à la connaissance des citoyens.

² Dont deux avaient voté l'arrêté du 11 juillet.

³ Le même écrivait à la Diète fédérale le 30 septembre : « On ne croira pas dans l'avenir que l'autorité suprême d'une nation après avoir délégué des représentants dans une contrée où la guerre civile était imminente, les ait laissés plus de six semaines sans même leur accuser réception de dix rapports successifs qui tous exposaient l'état alarmant du pays, l'effervescence des esprits, pays où plusieurs scènes de violence avaient eu lieu, où le sang avait coulé... »

le Conseil d'Etat de Sion déclara formellement au Vorort qu'il s'en tenait au décret du 11 juillet et à la Constitution du 3 août et qu'il ne dévierait pas de ce fait acquis.

Les intéressés attendaient avec l'impatience et la nervosité qu'on devine la décision de l'autorité fédérale. Une partie d'importance vitale se jouait pour eux, et le vaincu était résolu à ne pas se plier devant le vainqueur. Telle était la tension que le 17 septembre le gouvernement de Sion mobilisait la compagnie d'élite et le premier contingent pour le lendemain à la suite d'un mouvement agressif du Haut et d'une tentative d'incendie dans la nuit du 14 au 15. Une compagnie d'artillerie fut d'abord chargée de la protection de la capitale, puis une de carabiniers et deux d'infanterie. Sur la menace des représentants fédéraux de recourir à l'intervention armée des cantons voisins, les choses en restèrent là. Les nouveaux commissaires fédéraux furent accueillis, le 2 octobre au soir, à leur entrée en Valais au pont de St-Maurice, par un véritable charivari¹, qui ne cessa que grâce à l'intervention de M. Barman : la volte-face de la Diète avait réussi à réchauffer les plus tièdes.

A Sion, ces Messieurs furent l'objet des mêmes manifestations hostiles. Ils essuyèrent un nouvel affront en présentant leurs lettres de créance au Conseil d'Etat dont le président, M. de Riedmatten, leur notifia qu'il ne les reconnaîtrait pas avant qu'eux-mêmes n'aient reconnu la Constitution du 3 août et le gouvernement qui en émanait.

Dépités, ils se rendirent à Sierre où ils furent fêtés et choyés, et pour cause. Avant d'entreprendre leur rôle de médiateurs, ils jugèrent opportun de parcourir les localités du Haut-Valais pour se rendre compte des dispositions du peuple et pour vérifier le scrutin du 18 août². Le rapport de leur enquête concluait à une grande majorité pour le maintien de la Constitution de 1815 ou la séparation. Ayant manifesté leur intention d'effectuer une tournée analogue dans le Bas-Valais, le Conseil d'Etat de Sion déclara (25 octobre) qu'il repoussait la médiation. Ils renouvelèrent leur demande (8 et 11 novembre), avec autant d'insuccès.

Le Vorort se trouvait dans la plus grande perplexité. Faute de mieux, il invitait ses représentants à sauvegarder le statu quo et

¹ Auquel s'étaient associés de nombreux citoyens de Monthey.

² Leur contrôle (?) réduisit de 10.722 à 10.439 le nombre des votants.

la paix et à persévérer dans leurs efforts pour se faire agréer. De Maillardoz, qui penchait pour l'emploi de la force, se rendit à Zurich pour obtenir l'autorisation d'appeler les contingents des cantons voisins en cas de besoin. Cet échange platonique de correspondances entre l'autorité fédérale et ses agents se prolongea pendant près de deux mois et demi.

Sans se laisser émouvoir ou intimider, le Grand Conseil s'était réuni en session ordinaire d'automne le 18 novembre et son président lui retraçait toute la tâche que représentaient les réformes à introduire dans les différentes branches de l'administration. Quant aux rapports avec le pouvoir central, il n'y fit qu'une allusion cinglante : « Je me tairai sur la conduite de la Diète fédérale à l'égard du Valais. Je craindrais de manquer de respect envers une autorité qui sait si peu se respecter elle-même... »

L'assemblée adopta plusieurs judicieuses décisions relatives au budget, au règlement du Conseil d'Etat, au régime hypothécaire, etc., et résolut en outre de prendre les moyens utiles de défense contre une agression éventuelle du Haut-Valais. Elle accusait celui-ci de multiplier les provocations, de chercher à isoler Sion, en interceptant les relations d'affaires entre la capitale et les vallées d'Hérens et d'Anniviers et les autres communes en amont de la Borgne, en établissant des foires à St-Martin, à St-Léonard, à Bramois.

Le gouvernement de Sierre menaçait d'autre part les administrations postales de Vaud et de Genève de ne plus recevoir leur courrier et leurs voyageurs si elles ne versaient pas entre ses mains les recettes de chaque trimestre. Il encaissait celles du bureau de Domo d'Ossola et intervenait auprès du gouvernement sarde pour empêcher l'ouverture de la route du Grand St-Bernard, projetée par son rival de Sion.

Pour sortir de l'impasse, le Vorort décidait enfin (21 décembre) de requérir des cantons de Vaud, Fribourg, Berne et Genève la surveillance fédérale et leur intervention armée, « si la guerre civile éclatait ». Il spécifiait que le chef de ces troupes, le colonel Bontems, ne pourrait les introduire en Valais « sans son ordre exprès ».

Cependant le gouvernement de Sierre avait formulé de nouvelles propositions pouvant faciliter une médiation : maintien des quatre voix de l'évêque, garanties contre une augmentation des droits d'entrée et contre l'établissement d'impôts directs, candi-

dature pour le Conseil d'Etat, etc. Accompagnés des commissaires fédéraux, des délégués se rendent à St-Maurice pour conférer avec M. Barman et quelques députés. Mais, irrités de l'appel des bataillons confédérés, ceux-ci refusent d'entamer la discussion (24 décembre).

Peu satisfait des résultats obtenus, le Vorort adjoint à ses représentants, — dont deux, MM. de Meyenburg et de Maillardoz, quittèrent peu après le Valais, — son propre chancelier, M. de Gonzenbach, qui constata que le gâchis allait en empirant. De son côté, le Conseil d'Etat de Sion lui écrivait (30 décembre) « qu'il ne provoquerait pas mais qu'il ne souffrirait pas davantage d'atteinte au statu quo », et signalait les vexations auxquelles ses partisans étaient en butte à Granges, Chalais, Evolène et Salins.

M. de Gonzenbach, convaincu de la faillite de l'intervention fédérale, rentra à Zurich, suivi le 31 janvier par M. Frey.

Dans ces circonstances, un choc armé pouvait seul résoudre le conflit. Aussi pour retarder ou éviter les horreurs d'une guerre civile, des citoyens de Sion, MM. Charles de Rivaz et Pierre de Riedmatten, s'entremirent-ils pour une ultime tentative de rapprochement. Le gouvernement de Sierre resta réfractaire à ces avances tandis que celui de Sion insistait encore (22 janvier et 8 février) auprès du Vorort pour la convocation d'une Diète qui liquiderait les affaires du Valais. Le Vorort conseilla aux deux parties de choisir elles-mêmes des arbitres hors du canton. N'y ayant pas consenti, elles furent abandonnées à elles-mêmes.

La prolongation de cette semi-anarchie n'était pas uniquement imputable à la versatilité de la Diète fédérale. Un personnage valaisan en partageait la responsabilité, s'il faut en croire le journal du chanoine de Rivaz († 1836), continué jusqu'à 1840 par un membre de sa famille, journal que je transcris textuellement :

« Il y avait dans le dixain d'Hérens un nommé Charles Bovier qui, par ses menées ténébreuses et sourdes cabales, s'était profondément ancré dans le peuple. Il était habile : de simple paysan de Vex, il était parvenu à mener la Diète à son gré. Il avait épousé la fille du grand-baillif Dufour, dont la famille par alliance avec les Dufay, exerçait une influence presque exclusive. Les quatre voix de son dixain d'Hérens étaient dans toutes les affaires importantes à sa disposition¹, de manière que pour avoir ces quatre voix, il suffisait de s'assurer de lui. On conçoit que l'homme qui disposait de quatre voix avait encore moins de

¹ Le manuscrit ne dit pas qu'il était président de son dixain et par surcroît intendant des postes, alors cantonales ; de plus, il était allié à la famille Duc, qui jouait un rôle prépondérant dans le dixain de Conthey.

répugnance à disposer des sept voix qui, d'après la représentation proportionnelle, revenaient au dixain d'Hérens.

Une circonstance imprévue fit changer l'opinion de M. Bovier. Les communes de Savièse et d'Arbaz qui, d'après la Constitution de 1815, avaient été incorporées au dixain d'Hérens, demandèrent à faire partie de celui de Sion. Le Grand Conseil (dans sa session de mai 1839) prononça ce changement. Ce fut un coup de foudre pour M. Bovier. Au lieu de voir croître son influence, il la vit diminuer, Sion gagnant deux voix et Hérens restant au statu quo de quatre. Dès ce jour, Bovier vira de bord, il travailla son dixain pour lui faire rejeter la nouvelle Constitution, la déclarant hostile à la religion. (Il avait voté celle de janvier qui lui était moins favorable). Le Haut-Valais, le clergé et le Chapitre emboîtèrent le pas. Une brochure : *Adresse au peuple valaisan* (injurieuse pour les magistrats occidentaux), fut répandue ; les partisans de l'ordre nouveau y étaient accusés de ravir au peuple sa religion et sa liberté..

A la Constituante du 25 juillet, les dixains supérieurs ne parurent pas. Le Conseil de dixain d'Hérens avait donné pleins pouvoirs à Bovier de déclarer qu'il viendrait à la Constituante. Le dixain de Loèche le savait et déclara qu'il suivrait l'exemple d'Hérens. Puis Viège déclara qu'elle agirait comme Loèche. Si Hérens, Viège et Loèche avaient paru à la Constituante, tous les autres dixains auraient suivi leur exemple. Mais il en fut autrement. M. Bovier déclara n'avoir aucune instruction de son dixain (qu'il menait pourtant à sa guise) et ceux de Loèche et Viège furent obligés de faire cause commune. »

Ainsi, par la faute d'un homme, par trop susceptible, toute perspective d'accord disparaissait et la guerre civile allait déchirer la vallée du Rhône.

IV

La Réconciliation

Les deux adversaires vivaient donc face à face, dans l'expectative. Des rixes s'étaient produites dans quelques villages du vignoble, à Vétroz notamment, où des Nendards, descendus pour les travaux des vignes, avaient été malmenés.

Un incident, survenu à Evolène, seule commune de la vallée d'Hérens restée fidèle au gouvernement de Sion, déclencha les hostilités. Il n'y avait dans ce village qu'un seul débit de sel administré pour le compte du Bas-Valais. Le gouvernement de Sierre¹ s'avisait d'en ouvrir un second pour son compte, à un prix sensiblement inférieur (15 mars). La régle du sel étant un des attributs de la souveraineté, celui de Sion donna l'ordre au président

¹ Il affirmait que les trois quarts de sa population lui étaient dévoués.

d'Evolène de suspendre la vente du produit concurrent. Celle-ci s'étant répétée le jour de Saint Joseph et le dimanche suivant (22 mars), la marchandise fut saisie avec le concours de six gendarmes. Il s'ensuivit une sanglante échauffourée entre les adhérents aux deux Constitutions rivales. Sabres et baïonnettes se croisèrent avec les gourdins et les cailloux. Cinq des agresseurs furent blessés, dont deux mortellement, tandis que les gendarmes, dont trois étaient dans un piteux état, rentraient tant bien que mal à Sion. Le même soir, une bande d'environ 80 hommes des Haudères envahit le village d'Evolène et fit peser sur lui pendant trois jours un régime de terreur. En particulier, la famille du président Favre, qui avait dû s'enfuir pour échapper à la mort, fut l'objet d'odieux sévices. Les habitants durent signer de force une renonciation à la Constitution du 3 août.

Le Conseil d'Etat de Sion vit dans le geste de son rival une atteinte directe et préméditée à son autorité et convoqua d'urgence le Grand Conseil qui, à son tour, ordonna le 27 mars une mobilisation générale et déclara prendre Evolène sous sa protection. Une commission militaire, composée de MM. Pierre Torrent, Duc, lieutenant-colonel, Eugène Gay, Joseph Gross et François Fusey, fut constituée « pour obtenir honorable et entière satisfaction ». M. Maurice Barman fut appelé à la présidence du Conseil de guerre, et M. Guillaume de Kalbermatten au poste de commandant de la place de Sion, qui, dès le 30 au soir, fut déclarée en état de siège.

Le président du Conseil de guerre haut-valaisan, Alexis de Werra, avait donné l'ordre le 25 mars déjà aux présidents des dixains de mobiliser tous les hommes aptes à porter les armes de 18 à 55 ans. Ils devaient paraître « en bourgeois », sans uniforme, pour donner à cette mobilisation le caractère d'une levée en masse. Le grand-baillif Maurice de Courten adressait (27 mars) un ordre du jour aux officiers, sous-officiers et soldats des dixains orientaux et le 29 mars, il avisait le Vorort que la population haut-valaisanne « provoquée et ulcérée, se lèverait en masse et se défendrait à outrance ».

Mgr Roten tenta une dernière démarche pour éviter l'effusion de sang ; il invita les deux parties à une conférence à St-Léonard : les porte-parole¹ du Bas exigeaient satisfaction pour les incidents

¹ Fr. Delacoste, P.-L. de Riedmatten, Jos. Gross, major B. Duc.

d'Evolène et l'abandon de la commune de Nendaz ; ceux du Haut, le rétablissement du statu quo au 23 mars, moyennant partage de la Caisse d'Etat et de l'arsenal, conditions jugées inacceptables par les premiers. On se sépara sans résultat ; la parole était aux carabines et aux mousquets.

Les Bas-Valaisans avaient réuni 7 à 8000 hommes sous les ordres de Maurice Barman, Alexis Joris, commandant en second, des colonels Ganioz et Pignat, des commandants Torrent, Bruchez et Casimir Dufour. Le contingent oriental n'atteignait pas la moitié de cet effectif ¹ et manquait de munitions, d'armes et de vivres, et plus encore d'entrain, de discipline et de cohésion. Le comte Louis de Courten avait été chargé du commandement militaire et le colonel Taffiner de la direction générale du mouvement. Le 31 déjà, la commune de Nendaz était occupée. La mêlée commença le 1^{er} avril dès la pointe du jour. Après quelques escarmouches à Bramois, à Grimisuat, à St-Léonard, la troupe orientale reculait en complet désordre sur toute la ligne. Au cours des divers engagements, on n'eut à déplorer que 5 morts et 17 blessés. Le Bas-Valais pour sa part comptait 6 blessés et un seul mort, Contard, de Sembrancher, qui succomba aux suites d'une amputation de la jambe. Cependant une estafette aux couleurs fédérales venait apporter l'ordre du Vorort de déposer les armes. Le gouvernement de Sion n'y prêta aucune attention ; celui de Sierre publia la dépêche et fit suspendre les hostilités. C'était son chant du cygne (2 avril), car ses membres, aussi bien que ceux de l'Etat-Major, durent s'enfuir en toute hâte et même déguisés devant le déchaînement de fureur et de colère de leurs propres administrés. A défaut du grand-baillif qu'ils recherchaient spécialement, mais qui avait réussi à gagner la Gemmi, son frère Pierre, vieillard inoffensif et qui s'était tenu à l'écart des luttes politiques, fut accablé d'injures et de coups et achevé d'un coup de baïonnette. Le Conseiller d'Etat de Stockalper ne dut son salut qu'au dévouement de sa fille ; le secrétaire d'Etat Antoine-Joseph Clemenzenz ², le vieux co-

¹ Le représentant de La Harpe l'estime à 2000 hommes et affirme que les quatre-cinquièmes des prétendus 10000 votants du 18 août sont restés chez eux. Conches entre autres « *Gomesia catholica* », le plus fougueux des dixains partisans de 1815, s'abstint totalement.

² Le futur conseiller d'Etat Antoine-Joseph Clemenzenz notait dans son journal intime : « Le 1^{er} avril, combats à Bramois, St-Léonard, Grimisuat. Faute de *direction* et de *discipline* le Haut-Valais laissa sans peine la victoire au Bas. A Sierre, un individu de Brigue, à qui j'avais rendu bien des services, me tira



COMBAT A GRIMISUAT

(1er avril 1840)

par Martin DISTELI

lonel de Werra, le Dr Mengis lui-même furent maltraités et menacés de mort¹. Taffiner, l'homme le plus populaire du Haut-Valais, resta le dernier à son poste pour donner l'ordre à Louis de Courten de licencier ses soldats et faire arborer le drapeau blanc avant de rejoindre son collègue Stockalper au Simplon. Une délégation vint au-devant des soldats occidentaux qui occupèrent Sierre. Un seul écart mérite d'être signalé : vexés de la conduite de M. Bovier, quelques Bas-Valaisans avaient mis le feu à une ferme qu'il possédait en amont de Sion, mais d'autres plus raisonnables intervinrent pour étouffer le commencement d'incendie.

Le 3 avril, après avoir rendu les derniers honneurs à Pierre de Courten, Maurice Barman, au nom de la Commission militaire, engageait les dixains orientaux à passer l'éponge sur le passé et à envoyer leurs délégués à Sierre le samedi 5 avril.

Dans l'intervalle, le lieutenant-colonel Ganioz occupait le Val d'Anniviers et le gros de la troupe bas-valaisanne continuait sa marche sur Loèche (3 avril) et sur Tourtemagne où les délégués des dixains de Rarogne, Viège et Brigue vinrent signer leur soumission (5 avril). Il n'y avait plus de motif pour pousser l'expédition plus loin ; les bataillons réguliers² furent renvoyés dans leurs foyers (5 et 6 avril), après avoir été complimentés pour leur vaillance et leur bonne tenue. Il ne resta sur pied qu'une compagnie de carabiniers chargée de protéger Sierre contre une tentative éventuelle de revanche.

Immédiatement informé, le Vorort envoyait sur le théâtre des hostilités le bourgmestre de Meyenburg, muni de pleins pouvoirs pour requérir l'assistance militaire des cantons voisins. Mais cette mesure s'avérait inopportune et tardive. Le 3 avril, le gouvernement de Sion avait la satisfaction de l'informer que le conflit était réglé et qu'il pourvoirait lui-même au rétablissement de l'ordre ; aussi de Meyenburg, que de cuisants souvenirs n'encourageaient

dessus. Un autre m'aurait transpercé de sa baïonnette si deux citoyens de Saas n'avaient désarmé le criminel. Déguisé en paysan, je dus m'enfuir à Loècheles-Bains où je rencontrai plusieurs de nos compagnons d'infortune. »

¹ L'auteur de *l'Histoire du Sonderbund* (1850), le Français Crétineau-Joly (d'après l'historien fribourgeois Castella, le véritable auteur était le père Jésuite Hartmann) affirme sans sourciller que ce sont les Bas-Valaisans qui commirent ces excès : « ces malfaiteurs (!) se trompent de victime et à la place du grand-bailiff ils égorgent le commandant (?) Pierre de Courten. »

² Les volontaires avaient déjà été licenciés le 2.

pas à réapparaître en Valais, y sous-déléguait-il de Lausanne le professeur vaudois Monnard pour s'interposer entre vainqueurs et vaincus : du reste, Genève, Fribourg, Berne et surtout Vaud mirent si peu d'empressement à remplir « leurs devoirs confédéraux » que le Vorort renonça à leur concours, auquel le Valais était décidé à résister par la force et qui, du reste, — le rapport de Monnard en témoignait, — n'avait plus sa raison d'être. Le Vorort s'inclina devant le fait accompli.

L'entrevue entre les délégués du gouvernement de Sion, resté le seul par la dispersion de son rival, et ceux des dixains orientaux, fut ajournée au 7 pour permettre à ceux des vallées écartées d'y participer : les dixains de Sierre et d'Hérens n'avaient pas attendu cette date pour faire acte de soumission absolue. Les autres répondirent au complet à la convocation. Le président Barman leur affirma que le Bas-Valais ne voulait pas user de contrainte à leur égard et leur laissa libre choix entre la séparation et l'adoption de la charte du 3 août. Les délégués obtinrent un délai d'une semaine pour consulter leurs communiens, mais déclaraient d'ores et déjà reconnaître le gouvernement de Sion.

La déclaration des dixains orientaux témoignait que ceux-ci ne se soumettaient qu'à la force : « La réponse du peuple des dixains orientaux à la proposition qui lui fut soumise est qu'ensuite de l'accession à la Constitution du 3 août des dixains de Sierre et d'Hérens, il voyait que celle-ci réunissait à elle la majorité, et qu'il renonçait ainsi à la séparation en cédant aux circonstances du moment et se soumettait à la dite Constitution. »

L'unité constitutionnelle était ainsi rétablie dans tout le canton ; une émouvante proclamation du Conseil d'Etat annonça au pays l'heureuse nouvelle :

« Que les hommes de tous les dixains, oubliant de funestes préventions, nées de l'erreur et de coupables suggestions, tendent à leurs concitoyens la main de la réconciliation et ne voient plus en eux que des amis et des frères.

Datons désormais du 13 avril 1840.

Ce jour ouvre une ère nouvelle de confiance réciproque, d'estime mutuelle, de vœux et de travaux communs¹. »

¹ Un correspondant au *Courrier Suisse*, (colonel Rilliet de Constant ou professeur Monnard ?) qui fut témoin des événements d'avril, dépeint avec justesse la mentalité du peuple haut-valaisan :

« Le plus grand obstacle à l'union est l'ignorance et l'erreur où les meneurs politiques et autres ont entretenu le peuple. Ignorance absolue..., fanatisme cré-

Les deux derniers dimanches d'avril furent employés par les Haut-Valaisans à l'élection de leurs députés au Grand Conseil dont la session fut fixée au 18 mai.

Ce jour-là, les représentants de tous les districts se présentèrent à Sion, sans éprouver trop de gêne ou de contrainte à prendre contact. Le clergé était représenté par Mgr Roten et le prévôt Filliez du Grand St-Bernard. Dans le cortège de l'hôtel de ville à la cathédrale, d'usage à l'ouverture de chaque session, orientaux et occidentaux affectèrent de s'entremêler pour édifier le nombreux public accouru, sur la réalité et la sincérité du rapprochement¹. Le spectacle en valait en effet la peine. Le nouveau Grand Conseil, ou plus exactement le premier Grand Conseil régulier valaisan présentait avec l'ancienne Diète un frappant contraste. Quant à l'aspect d'abord. Parmi les députés nommés maintenant par un collège électoral et non plus par les conseils de dixains sur un choix restreint, l'élément bourgeois dominait aux dépens des familles nobles ou notables. La haute assemblée avait perdu son caractère moyenâgeux et « distingué ». L'habit noir gaulonné, le bicorné, la perruque à cadenette, les souliers à boucles, l'épée au côté n'étaient plus qu'une exception. Même l'habit en gros drap du pays l'emportait sur la redingote des « messieurs » à particule et des notaires.

On y sentait aussi un autre esprit dans les formules et les usages. Fini, le titre d'« Excellence » dont étaient salués le grand-baillif et le vice grand-baillif ; fini le salut : « Gnädige Herren », « gracieux seigneurs », aux députés. La pompeuse rhétorique des discours d'ouverture et de clôture avait fait place à des allocutions pratiques. Du cérémonial on avait encore supprimé la séculaire habitude de l'accolade dixainale qu'échangeaient les députés au début et à la fin des sessions, quittes à se montrer les dents dans l'intervalle.

dule. La Constitution, les proclamations des commissaires fédéraux, rien ne parvenait à la connaissance du peuple, on interceptait tout, puis on avait beau jeu pour l'induire en erreur... L'opiniâtreté était plus chez les gouvernants et les chefs de parti que dans le peuple... »

Dans une autre correspondance (4 avril), il rapporte le propos que lui tint un Conchard : « Notre peuple veut la paix et il serait tranquille si les avocats (= les meneurs politiques) ne le faisaient pas bouillir pour vivre... »

¹ L'allégresse ne devait cependant pas être générale. On lit dans l'*Histoire ecclésiastique* inédite de Fr.-Et. de Courten à propos du 3 avril : *Dies lacrimis sanguineis deploranda ! Deseni non dissidentes sine prodicionis causa Procerum eorum, sine discordia inter illos collum suum sub jugum servile prebere coguntur...*

La métamorphose se remarquait aussi dans l'effectif et la répartition des sièges. Le premier était porté de 53 à 78. La députation bas-valaisanne était doublée puisqu'elle passait de 24 à 48 membres, l'on pourrait dire à 55 car les nouveaux élus de Sierre étaient exclusivement des romands et la frontière linguistique et culturelle se rapprochait ainsi de la Raspille.

Quant à la composition et à la mentalité du nouveau parlement, le terme de révolution n'est pas exagéré. Alors qu'on comptait dans la défunte Diète 13 noms à particule et 7 porteurs de décorations ou de titres étrangers, le nouveau corps législatif reflétait non plus des clans ou des classes sociales, mais l'image réelle du peuple. A noter l'élimination complète par les Haut-Valaisans de leurs anciens augures : les Taffiner, de Sépibus, Roten, Allet, de Werra, de Courten, de Kalbermatten. Dans le Bas et le Centre, MM. de Cocatrix et Bovier n'étaient pas réélus.

Au président Barman fut dévolu l'honneur d'ouvrir la session. Après une allusion délicate aux récents événements, il souhaita qu'un proche avenir dissipât toute crainte et tout malentendu et procurât au pays les améliorations dont il avait besoin dans l'oubli du passé et la concorde de tous les éléments du pays.

Après la vérification des pouvoirs et l'assermentation des élus, M. Barman déclara que, n'ayant été nommés que par une seule fraction du pays, les membres du bureau du Grand Conseil, du Conseil d'Etat, du Tribunal cantonal et de la Diète fédérale résignaient leurs fonctions. Par un geste qui l'honore, l'assemblée le confirma président par 66 suffrages sur 73 votants. M. Ignace Zen-Ruffinen fut appelé à la vice-présidence au deuxième tour par 46 voix.

Quant au Conseil d'Etat démissionnaire depuis le 8, l'assemblée le réélut en bloc, avec M. Burgener à sa tête. M. J.-B. Briquet, s'étant désisté, fut remplacé par François-Gaspard Zen-Ruffinen de Loèche. La chancellerie fut confiée à Ch.-L. de Bons, de St-Maurice. Par 66 et 48 voix sur 76 votants, MM. Barman et de Rivaz conservèrent leur mandat de députés à la Diète fédérale : ils rapportèrent, de la session de juillet, la sanction de la Constitution du 3 août par tous les Etats suisses sauf Uri et Unterwald.

Le nouveau pouvoir législatif, se piquant d'émulation, se montra à la hauteur de sa tâche et étendit sa sollicitude à toutes les branches de l'administration : règlement du Grand Conseil, lois

sur la responsabilité du Conseil d'Etat, l'instruction publique, l'organisation judiciaire, le notariat, etc. Il prit des initiatives qui témoignaient de ses intentions de justice distributive et d'économie : c'est ainsi qu'il décida (21 mai) que nul ne pourrait cumuler des traitements dépassant 800 fr. pour la caisse de l'Etat et qu'il supprima l'office d'exécuteur des hautes œuvres qui figurait au budget pour 40 louis (640 fr. anciens). La session se termina par un bal à l'Hôtel de Ville et un banquet à l'Hôtel du Lion d'Or, qui scellèrent les excellents sentiments des uns pour les autres.

Pour effacer jusqu'au souvenir de l'ancienne scission, le nouveau gouvernement prit à sa charge les dettes de celui de Sierre (39.000 fr.), ainsi que les frais d'armement des 1 et 2 avril (environ 30.000 fr.). Enfin une amnistie complète couvrit tous les délits d'ordre politique.

Mieux que les toasts à l'union et les bruyantes démonstrations d'amitié, un simple épisode illustre la satisfaction générale de voir les deux fractions du pays enfin ressoudées. Chargé du Département des travaux publics, Maurice Barman n'avait pas craint de se rendre seul dans le Haut-Valais pour examiner les dégâts de récentes inondations et les moyens de les réparer. Sur la route du Simplon, il rencontra l'ex-grand-baillif de Courten, qui rentrait à Sierre après un mois d'exil forcé. Les deux chefs, également loyaux, d'écoles et de régimes qui venaient de s'affronter, descendirent de voiture, se serrèrent la main et se donnèrent fraternellement l'accolade.

La paix, hélas ! ne devait être qu'une trêve...

J.-B. BERTRAND

ANNEXES

I

ETAT COMPARATIF DES PRINCIPAUX ARTICLES DES CONSTITUTIONS

du 12 mai 1815.

Art. 1. — La sainte religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; elle seule a un culte public ; la loi veille à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice.

Art. 2. — Il [le Valais] est régi par la même Constitution et par les mêmes lois. La forme de son gouvernement est démocratique.

du 3 août 1839.

Art. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; elle seule y a un culte public ; la loi lui assure son appui.

Art. 3. — Les droits du clergé, séculier et régulier sont garantis.

Art. 1. — La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du Gouvernement est celle de la démocratie représentative.

Art. 4. — La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Art. 5. — Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

Art. 6. — Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Art. 7. — La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 8. — Chacun a le droit d'adresser des pétitions au Grand Conseil et aux autres autorités constituées.

Art. 10. — Le Valais doit le service militaire à sa patrie ; la loi en répartit les charges entre tous d'une manière équitable.

Titre III. Division du territoire.

Titre II. Division du canton.

Art. 13. — Un décret du Grand Conseil fixe le nombre et la circonscription des dixains et des communes et désigne les chefs-lieux.

Titre VII. Du Gouvernement.

Art. 14. — Le pouvoir suprême est confié à un seul corps sous le nom de Diète.

Art. 15. — La Diète est composée des députés des dixains : chaque dixain a quatre députés qui sont indemnisés par le trésor public.

Art. 17. — Les députés à la Diète sont nommés par les conseils de dixains. Les présidents des dixains sont de droit membres de la Diète.

Art. 18. — Pour être élu à la Diète, il faut être âgé de 25 ans révolus, avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures ou de dixain, avoir exercé l'office de notaire public, ou être gradué docteur dans les facultés de droit ou de médecine, ou enfin avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne.

Art. 19. — Le révérendissime évêque a voix délibérative en Diète ; son vote est égal à celui d'un dixain et compte pour 4 suffrages.

Art. 20. — Lorsqu'il s'agira de lois financières, de capitulations militaires et de la naturalisation à accorder à un étranger, ces objets seront référés, non seulement aux conseils des dixains, mais encore à ceux des communes.

Art. 29. — Le grand-baillif préside la Diète et le Conseil d'Etat.

Art. 32. — Le Conseil d'Etat est composé du grand-baillif, du vice-baillif, du trésorier et de deux Conseillers d'Etat.

Titre VIII. Ordre judiciaire.

Art. 41. — Dans chaque dixain, il y a un juge supérieur qui prend le titre de grand-châtelain ; il a également un lieutenant.

Art. 50. — Le grand-châtelain ou son lieutenant forment, avec huit assesseurs, le tribunal criminel et correctionnel de première instance.

Chap. I. Pouvoir législatif.

Art. 19. — Le pouvoir législatif est exercé par un Grand Conseil.

Chaque dixain y envoie un député sur 1000 habitants ; la fraction de 500 et au-dessus compte pour 1000.

Art. 21. — Les députés doivent voter pour le bien général d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

Art. 54. — Les députés de chaque dixain au Grand Conseil sont élus par un collège électoral.

Le collège électoral se compose des électeurs nommés par l'assemblée primaire de chaque commune, à raison d'un électeur sur 100 habitants.

Le Grand Conseil peut autoriser la formation de deux collèges électoraux dans le même dixain.

Art. 20. — Le vénérable clergé a deux représentants au Grand Conseil...

Le révérendissime évêque de Sion représente le clergé de la partie du canton dont il est originaire. Le clergé résidant dans l'autre partie élit son représentant au Grand Conseil.

Art. 67. — Les lois, les capitulations militaires et les décrets de finances et de naturalisation, portés par le Grand Conseil, ne sont exécutoires que 30 jours après leur promulgation.

Dans cet intervalle, la majorité des citoyens valaisans peut le rejeter, si elle le juge convenable.

Art. 34. — Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres.

Art. 37. — Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion.

Art. 38. — Les conseillers d'Etat ne peuvent être membres du Grand Conseil.

Chap. III. Pouvoir judiciaire.

Art. 42. — Il y a dans chaque dixain un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel.

Art. 51. — Le Tribunal suprême est composé de 13 membres nommés par la Diète dans ou hors de son sein. Chaque dixain en fournira un.

Titre IX. Dispositions générales.

Art. 54. — Les fonctions administratives et judiciaires ne sont pas incompatibles.

Art. 56. — L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, St-Maurice et Brigue.

Art. 57. — Il ne peut être fait aucun changement à la présente Constitution avant le laps de 5 ans. Ces changements n'auront lieu qu'après avoir été adoptés dans deux Diètes consécutives et décrétés à la majorité de 39 suffrages.

Art. 43. — Le Tribunal d'appel du canton est composé de onze membres; il a cinq suppléants.

Titre V. Mode d'élection, conditions d'éligibilité.

Art. 53. — Toute candidature est abolie pour les nominations aux fonctions civiles.

Art. 61. — Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec l'exercice des droits politiques.

Art. 65. — Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un Tribunal :

1. Père et fils.
2. Beau-père et gendre ou beau-fils.
3. Frères et frères consanguins ou utérins.
4. Beaux-frères.
5. Oncle et neveu.

Art. 66. — Les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles, sauf ce qui est réglé à l'art. 20.

Art. 11. — identique à l'art. 56 ci-contre.

Art. 12. — L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple.

Art. 73. — La présente Constitution ne pourra subir de changement qu'après le laps de 5 ans et dans le cas où il serait voté par la majorité absolue de la totalité des membres du Grand Conseil. Tout changement sera soumis à la sanction des citoyens valaisans.

II

RECENSEMENT DE LA POPULATION DU VALAIS EN 1837

	<i>Habitants</i>	<i>Electeurs</i>		<i>Habitants</i>	<i>Electeurs</i>
Conches	4393	1218	<i>Report</i>	35725	9120
Brigue	4211	935	Sion	5405	1155
Viège	5152	1498	Conthey	5663	1388
Rarogne	4539	1269	Martigny	7812	2512
Loèche	4365	1050	Entremont	9389	1894
Sierre	7097	1734	St-Maurice	5691	1321
Hérens	5968	1416	Monthey	7963	1694
			Total	77648	19084

Version haut-valaisanne des scrutins relatifs aux Constitutions des 30 janvier et 3 août 1839 :

Constitution du 30 janvier 1839, votée le 28 février dans le Haut-Valais et le 18 mars dans le Bas.

Constitution du 3 août 1839, votée le 18 août dans le Haut-Valais et le 25 août dans le Bas-Valais.

Dixains	<i>Accept.</i>	<i>Rejet.</i>	<i>Absents.</i>	<i>Accept.</i>	<i>Rejet.</i>
Conches		1448			1492
Brigue		1211			1208
Viège		1702			1660
Rarogne		1427			1441
Loèche		1230			1253
Sierre		1880			1640
Granges	45	133	18	104	10
Chalais					
Chippis					
Hérens		1451			1691
Evolène	542	704	86	65	1
Sion Campagne		447			326
Ville	158	74	23	425	147
Conthey	800	230	405	1001	14
Entremont	2003	5	579	2149	36
Martigny	1621	5	245	1574	26
St-Maurice	784	4	520	1068	39
Monthey	1019	1	255	1219	328
	6972	12252	2136	7605	11321

P.-S. — Ce tableau est reproduit textuellement de l'ouvrage *Aktenmässige Darstellung...*, de Gaspard Stockalper de la Tour, chancelier d'Etat. Les chiffres concernant les dixains de Sion et d'Hérens (dont plusieurs communes appartinrent tantôt à l'un, tantôt à l'autre) me laissent perplexe.

Si j'emploie les mots *version haut-valaisanne*, c'est que le peuple oriental ne se prononçait pas sur les deux Constitutions de 1839, mais sur celle de 1815.

III

1839

DÉPUTÉS A LA DERNIÈRE DIÈTE CANTONALE

Président : Son Excellence Monsieur le comte Maurice de Courten, chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, grand-baillif.

Membre de la Diète : Sa Grandeur Monseigneur Fabien-Maurice Roten, comte, prélat du Palais et assistant au trône pontifical de S. S. Grégoire XVI, Evêque de Sion.

Conches

MM. le lieutenant-colonel François Taffiner, chevalier des Ordres de Saint Louis et de Saint Ferdinand d'Espagne, président du dixain ;
le capitaine Victor Jost, membre du Tribunal suprême, ancien président du dixain, grand-châtelain ;
Jean-Joseph Walther, ancien grand-châtelain ;
Elie de Courten, capitaine aide-major.

Brigue

MM. le baron Maurice de Stockalper, marquis d'Augustini, conseiller d'Etat, inspecteur en chef des ponts et chaussées ;
le baron Ferdinand de Stockalper, président du dixain, membre du Tribunal suprême ;
Casimir de Sépibus, grand-châtelain, ancien président du dixain ;
le capitaine Jean In-Albon, ancien vice-grand-châtelain.

Viège

MM. Joseph Bourguener, conseiller d'Etat, directeur de la police centrale, chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare ;
Donat Andenmatten, président du dixain, membre du Tribunal suprême ;
Antoine Clemenz, grand-châtelain ;
Adolphe Bourguener, vice-président du dixain.

Rarogne

MM. Louis Walker, président du dixain ;
le colonel Chrétien Amacker, commandant de l'arrondissement oriental, membre du Tribunal suprême ;
Adrien Walker, grand-châtelain ;
Hildebrand Roten, vice-président du dixain.

Loèche

MM. Gaspard Zen-Ruffinen, secrétaire de la Diète, second député à la Diète fédérale ;
François Allet, président du dixain ;
François-Ignace de Werra, ancien grand-juge, ancien président du dixain, vice-grand-juge en office ;
François Julier, ancien grand-châtelain.

Sierre

S. E. Monsieur le comte Maurice de Courten, chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, grand-baillif ;
MM. François-Antoine de Preux, président du dixain, membre du Tribunal suprême ;
le capitaine Maurice Gillioz, ancien vice-grand-châtelain, président de la commune de Granges ;
Elie Zufferey, président de la commune de Luc.

Sion

- MM. Joseph-Emmanuel de Riedmatten, ancien bourgmestre, grand-juge, président du dixain ;
le comte Louis de Kalbermatten, major général ès-armées de Sa Majesté sarde, commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare et chevalier de Saint Louis, ancien bourgmestre de Sion ;
François de Kalbermatten, vice-bourgmestre de Sion, juge suppléant au Tribunal suprême ;
Eugène de Riedmatten, lieutenant-colonel.

Hérens

- MM. Charles Bovier, intendant des postes, président du dixain ;
François Dubuis, ancien président du dixain, ancien grand-châtelain, membre du Tribunal suprême ;
Vincent Favre, ancien président du dixain, ancien grand-châtelain ;
Joseph Zermatten, avocat, président de la commune de Saint-Martin.

Conthey

- MM. le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Duc, chevalier des Ordres de Saint Louis, de la Légion d'honneur et de Saint Ferdinand d'Espagne, président du dixain ;
François Michelet, ancien président du dixain, grand-châtelain ;
le capitaine Pierre-François Duc, ancien grand-châtelain, membre du Tribunal suprême ;
Jacques Pont, ancien vice-grand-châtelain, président de la commune de Chamoson.

Martigny

- MM. Philippe Morand, trésorier d'Etat ;
Eugène Gay, président du dixain ;
Jean-Joseph Produit, président et châtelain de la commune de Leytron ;
le capitaine Maurice Barman, président de la bourgeoisie de Saillon.

Entremont

- MM. Joseph-Antoine Luder, président du dixain ;
le capitaine Maurice Gaillard, ancien grand-châtelain, membre du Tribunal suprême ;
François Fusey, avocat, président de la commune de Bagnes ;
Benjamin Filliez, notaire.

St-Maurice

- MM. le lieutenant-colonel Joseph Barman, Dr ès droit, secrétaire de la Diète, premier député à la Diète fédérale ;
le baron Xavier de Cocatrix, chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, commandant de l'arrondissement occidental, membre du Tribunal suprême, président du dixain ;
Louis Morisod, président et châtelain de Vérossaz ;
François-Nicolas Gay, ancien châtelain de Salvan.

Monthey

- S. E. M. Michel Dufour, ancien grand-baillif, vice-baillif en office, président du département militaire ;
Pierre-Louis du Fay, président du dixain ;
le lieutenant-colonel Michel-Hippolyte Pignat ;
Joseph Favre, ancien grand-châtelain.

CONSEIL D'ÉTAT

S. E. M. le comte Maurice de Courten, grand-baillif ;
 S. E. M. Michel Dufour, vice-baillif ;
 MM. Philippe Morand, trésorier d'Etat ;
 le baron Maurice Stockalper, marquis d'Augustini ;
 le chevalier Joseph Bourguener.

TRIBUNAL SUPRÊME

MM. Joseph-Emmanuel de Riedmatten, grand-juge ;
 François-Ignace de Werra, vice-grand-juge ;
 Victor Jost, grand-châtelain du dixain de Viège ;
 Chrétien Amacker, colonel ;
 Ferdinand de Stockalper, président du dixain de Brigue ;
 François-Antoine de Preux, président du dixain de Sierre ;
 François Dubuis, ancien président du dixain d'Hérens ;
 Pierre-François Duc, ancien grand-châtelain du dixain de Conthey ;
 Etienne Crompt, Dr ès droit ;
 Maurice Gaillard, ancien grand-châtelain d'Entremont ;
 Xavier de Cocatrix, président du dixain de St-Maurice ;
 Michel-Hippolyte Pignat, lieutenant-colonel.

IV**1840****DÉPUTÉS AU PREMIER GRAND CONSEIL**

*(Les noms marqués d'un * figuraient dans la défunte Diète)*

M. Joseph-Hyacinthe Barman, de St-Maurice, Dr ès droit, président ;
 M. Ignace Zen-Ruffinen, de Loèche, vice-président.

Représentants du V. Clergé

pour les dixains supérieurs (de Sion à Conches) :

Sa Grandeur Mgr Fabien-Maurice Roten, comte, Evêque de Sion ;

pour les dixains inférieurs (d'Hérens, inclus, à Monthey) :

Le Révérendissime Benjamin Filliez, Prévôt du Grand Saint-Bernard.

*Députés de dixains :***Conches (4.385 h.)**

MM.* Elie de Courten, d'Ernen ;
 * Jean-Joseph Walter, de Selkingen ;
 * Victor Jost, d'Ernen ;
 Eugène Weger, de Münster.

Brigue (4.152 h.)

- MM. * Ferdinand Stockalper de la Tour, de Brigue ;
 Jean-Joseph Jossen, de Brigerbad ;
 Elie-Nicolas Roten, de Brigue ;
 Joseph Borter, de Ried-Brigerberg.

Viège (5.139 h.)

- MM. * Donat Audenmatten, de Viège ;
 * Joseph-Antoine Clemenz, de Viège ;
 Pierre Indermatten, de Viège ;
 Christian Ruff, de Törbel ;
 Jean Perren, de Randa.

Rarogne (4.530 h.)

- MM. Chrétien Furrer, de Bürchen ;
 Martin Rieder, de Wyler ;
 Chrétien Seiler, de Rarogne ;
 * Adrien Walker, de Mörel ;
 Jean-Joseph Minnig, de Mörel.

Loèche (4.344 h.)

- MM. Ignace Zen-Ruffinen, de Loèche ;
 * François Jullier, de Varone ;
 Joseph Lorétan, des Bains-de-Loèche.

Sierre (7.035 h.)

- MM. Augustin Romailleur, de Lens ;
 * François de Preux, de Sierre ;
 * Maurice Gillioz, de Granges ;
 * Elie Zufferey, de Luc ;
 Emmanuel Lamon, de Lens ;
 Joseph Antille, de Chalais ;
 Maurice Clavien, de Miège.

Hérens (5.413 h.¹)

- MM. Antoine Favre, d'Evolène ;
 * Vincent Favre, des Agettes ;
 Mathieu Dayer, d'Héremence ;
 Martin Mayor, de St-Martin ;
 Joseph Follonier, des Odères (sic).

Sion (5.787 h.)

- MM. * Eugène de Riedmatten, de Sion ;
 Alexis Wolff, de Sion ;
 Emmanuel Ganiot, Dr ès droit, de Sion ;
 Jean-Baptiste Savioz, de Grimisuat ;
 * François Dubuis, de Savièse ;
 Daniel Héritier, de Savièse.

Conthey (5.611 h.)

- MM. * Jean-Baptiste Duc, de Conthey ;
 * Jean-François Michelet, de Nendaz ;
 * Jacques Pont, de Chamoson ;
 Joseph-Marie Uldry, de Vétroz ;
 Maurice Frossard, d'Ardon ;
 Charles-Louis Dassonville, de Conthey.

¹ La diminution de population accusée par ce dixain provient du démembrement de Savièse et Arbaz annexés au dixain de Sion.

Martigny (7.719 h.)

- MM. * Eugène Gay, de Martigny-Ville ;
 Joseph Gross, de Martigny-Bourg ;
 * Philippe Morand, de Martigny-Ville ;
 Pierre-Marie Bender, de Fully ;
 * Jean-Joseph Produit, de Leytron ;
 Joseph-Antoine Cretton, de Martigny-Bourg ;
 François Favre, d'Isérables ;
 Claude-Etienne Perrier, de Saxon.

Entremont (9.387 h.)

- MM. * Joseph-Antoine Luder, de St-Brancher ;
 Laurent-Louis Gard, de Bagnes ;
 * François Fusey, de Bagnes ;
 * Maurice Gaillard, d'Orsières ;
 Nicolas Verney, d'Orsières ;
 Etienne Denier, de Liddes ;
 Charles Dorsaz, de Bourg-St-Pierre ;
 Maurice Filliez, de Bagnes ;
 Jean-Pierre Perrodin, de Bagnes.

St-Maurice (5.608 h.)

- MM. * Joseph Hyacinthe Barman, de St-Maurice ;
 Maurice-Joseph Morisod, de Vérossaz ;
 Jean-Louis Martin, de Massongex ;
 Antoine-Joseph Amacker, de St-Maurice ;
 Charles-Louis de Bons, de St-Maurice ;
 Charles de Macognin de la Pierre, Dr méd., de St-Maurice

Monthey (7.768 h.)

- MM. Emmanuel Bonjean, de Vouvry ;
 Pierre Torrent, de Monthey ;
 * Jean-Joseph Favre, de Troistorrents ;
 Adrien-Félix Pottier, de Monthey ;
 Maurice Exhenry, de Champéry ;
 * Michel-Hippolyte Pignat, de Vouvry ;
 * Pierre-Louis du Fay, de Monthey.

CONSEIL D'ÉTAT

- MM. * Joseph Burgener, de Viège, président ;
 Janvier de Riedmatten, de Sion, vice-président ;
 Maurice Barman, de Saillon ;
 François Delacoste, de Monthey ;
 François-Gaspard Zen-Ruffinen, de Loèche.

TRIBUNAL D'APPEL DU CANTON

- MM. Joseph Gross, de Martigny, président ;
 Ignace Zen-Ruffinen, de Loèche, vice-président ;
 * Victor Jost, d'Ernen ;
 * Chrétien Amacker, d'Unterbach ;
 * François Dubuis, de Savièse ;
 * Pierre-François Duc, de Conthey ;
 * Maurice Gaillard, d'Orsières ;
 * Michel-Hippolyte Pignat, de Vouvry ;
 François de Kalbermatten, de Sion ;
 * Etienne Cropt, de Martigny ;
 Louis Bioley, de St-Maurice.

V

**PERSONNALITÉS VALAISANNES
AYANT JOUÉ UN RÔLE
DANS LES ÉVÉNEMENTS DE 1839-40¹**

Abbet, Joseph (1814-1853), de Fully, avocat établi à Sion, 3^e président de la *Jeune-Suisse*, officier-instructeur.

Andenmatten, Donat († 1841), de Viège, député à la Diète de 1816, puis au Grand Conseil dès 1840, grand-châtelain et président du dixain, juge au Tribunal suprême.

Bagnoud, Etienne (1803-1888), de Lens, chanoine de l'Abbaye de St-Maurice, nommé abbé en 1834 et évêque de Bethléem en 1840.

Barman, Joseph-Hyacinthe (1810-1885), de St-Maurice, Dr ès droit, président du dixain, député à la Diète (1831), puis au Grand Conseil, premier président de cette assemblée (1839-1840), colonel, ministre plénipotentiaire à Paris (1848-1856), député à la Diète fédérale (1838), au Conseil national. « Était homme d'Etat calme, cultivé, distingué. »

Barman, Maurice (1808-1878), frère du précédent, fixé à Saillon, député à la Diète et au Grand Conseil de 1831 à 1877, conseiller d'Etat (1839-1843, 1847-1856), qu'il présida (1840-41), conseiller national (1857), commandant en chef des troupes bas-valaisannes en 1840 et 1844. Quand il démissionna en 1856 le Conseil d'Etat lui vota des remerciements à l'unanimité. « Vif, emporté, passionné, un partisan né. »

Berchtold, Joseph-Antoine (1780-1859), de Mörel, chanoine de Sion et curé de la ville de Sion dès 1816. L'un des promoteurs de l'instruction publique, auteur de la *Météorologie de la nature* (1845), du *Monument du chrétien* et d'une *Statistique du Valais*. S'appliqua à concilier les tendances haut et bas-valaisannes.

Bonjean, Emmanuel (1795-1841), de Vouvry, notaire, grand-châtelain du dixain de Monthey, député à la Diète, rédacteur avec Joseph Barman de la plupart des Mémoires du Bas-Valais.

Bonnaz, Félix (1814-1845), de St-Gingolph, auteur de nombreuses chansons politiques, correspondant à l'*Echo des Alpes*.

¹ Je fais suivre certaines vedettes des commentaires du représentant fédéral et historien J. Baumgartner, en général si justes qu'ils ont été adoptés par les historiens des deux tendances politiques. Au surplus, le landammann de St-Gall qui était radical en 1839, évolua en 1847, sans que pour autant il jugeât à propos de modifier son jugement sur les gens et les événements valaisans de 1839-1840 dans son ouvrage publié en 1853 et 1866. Relevons cette observation préliminaire : « Dans le Haut-Valais, on remarque deux clans différents : les *démocrates* purs qui ont conservé les anciennes traditions et des aspirations raisonnables en elles-mêmes et une *aristocratie* de messieurs qui ont servi à l'étranger comme militaires et qui ont adopté les goûts et habitudes de courtisans. Ces derniers avaient aussi leurs représentants dans le Bas-Valais où ils s'opposaient aux libéraux de mentalité et d'éducation française. »

de Bons, Charles-Louis (1809-1879), de St-Maurice, notaire, secrétaire d'Etat, député au Grand Conseil qu'il présida en 1852, conseiller d'Etat (1856-1871), participa comme capitaine de carabiniers aux prises d'armes de 1840 et 1844, poète, historien, novelliste.

Bovier, Charles (17.-18.), de Vex, avocat, député et président du dixain d'Hérens dès 1815, intendant des postes, vice-président du Grand Conseil en 1847, membre du Tribunal suprême.

Briguet, Jean-Baptiste († 1883), de Lens, député à la Diète et au Grand Conseil, membre du Conseil d'Etat (1839-1840) et du Tribunal d'appel.

Bruchez, Nicolas (1791- † vers 1850), de Bagnes, officier à la Garde royale de France, commandant d'une colonne bas-valaisanne en avril 1840.

Burgener, Joseph (1782-1852), de Viège, grand-châtelain et président du dixain, conseiller d'Etat (1837-43), président de ce corps (1840-41), lieutenant-colonel. « Homme très circonspect et très intelligent, s'appliqua en vain à provoquer une entente dans le sens des commissaires fédéraux en faveur du Bas-Valais. »

Clemenz, Joseph-Antoine (1800-1872), de Viège, député à la Diète dès 1839, président du dixain (1841-1843), conseiller d'Etat (1843-1847, 1871-1872), conseiller national (1848-1851), conseiller aux Etats (1857-1866).

de Cocatrix, François-Xavier (1789-1862), de St-Maurice, président du dixain, député à la Diète fédérale (1846), conseiller d'Etat (1842), colonel de l'arrondissement occidental (1828). Créé baron par Charles-Albert en 1835.

de Courten, Maurice (1781-1847), de Sierre, créé comte par le Roi de Sardaigne en 1835. Député à Paris pendant l'annexion à la France (1810-14), il ne cessa dès lors d'occuper les premières places de la République. Grand-baillif à plusieurs reprises, conseiller d'Etat, président du dixain, il mourut subitement le 5 octobre 1847, en présidant une séance du Grand Conseil, la veille du Sonderbund.

Ame de la résistance du Haut-Valais, il est l'auteur de la plupart des Mémoires des dixains supérieurs de 1838 et 39.

« Avec ses manières et ses opinions aristocratiques, il penchait plus vers la monarchie dispensatrice de titres et de pensions que vers la démocratie ; sans force et sans énergie, il s'illusionnait de tenir debout l'édifice de l'Etat par un verbiage creux et intarissable » (Baumgartner). « Remarquablement doué, d'une activité sans borne et d'un sens rare des affaires, mais répugnant aux idées et aux besoins modernes... Manquant d'esprit de décision, il connaît peu le reste de la Suisse et veut, dans son activité fébrile, tout faire par lui-même. Le temps lui manque naturellement pour cela, de sorte qu'il laissa les finances du canton dans un état déplorable. » (Article de la *Gazette d'Augsburg*, reproduit par le *Courrier du Valais* du 15 juillet 1843.

de Courten, Adrien (1806-1887), fils du précédent, officier au service de France, député à la Diète fédérale (1844-47), au Conseil national (1857-66). « Ardent, chevaleresque, affectionnant les discours hardis et pompeux, était le véritable agitateur de la partie romande du Haut-Valais. Il représentait essentiellement les riches et puissantes familles qui n'avaient qu'à perdre avec l'avènement de la démocratie. »

de Courten, Louis (1800-1874), officier à la garde royale de France, commandant militaire des troupes du Haut-Valais aux journées d'avril 1840.

Delacoste, François (1792-1851), de Monthey, officier au service de Naples, conseiller d'Etat (1840-1842), excellent financier.

- Derivaz, André* (1803-1871), de St-Gingolph, préfet du collège de St-Maurice (1827-1831), curé d'Ardon dès 1832, chanoine de Sion, député au Grand Conseil (1844-47) ; après avoir polémique avec son évêque au sujet du démembrement de la paroisse d'Ardon, il collabora à la révision de la Constitution de 1815, pour devenir dès 1840 un adversaire acharné des progressistes bas-valaisans ; l'un des animateurs de la *Vieille-Suisse* en Bas-Valais, auteur du pamphlet : *Evénements du Valais en 1843*.
- Derivaz, François* (1787-1834), de St-Gingolph, abbé de St-Maurice (1822), grand'croix des SS. Maurice et Lazare. « Il se rencontra toujours au premier rang dans la lutte contre l'enseignement mutuel et dans la défense des droits de l'Eglise en matière scolaire. » (Boucard.)
- Duc, Jean-Baptiste*, de Conthey, officier aux services d'Espagne et de France, colonel de l'arrondissement, député à la Diète (1834-1840), président du dixain de Conthey (1837-41).
- Ducrey, Joseph-Henri* (1805-1864), de Bovernier, Dr en droit, député au Grand Conseil, à la Diète fédérale, au Conseil des Etats, juge fédéral (1862).
- Dufour, Michel* (1768-1843) de Vionnaz, avocat, député à la Diète dès 1802 ; conseiller d'Etat dès 1807 et grand-baillif en 1829-30, 1833-34, 1837-38 ; grand-juge de la République en 1815 ; quitta la vie publique en 1839.
- Dufour, Casimir* (1...-18...), son fils, colonel inspecteur des milices, commandant de l'artillerie bas-valaisanne aux combats de St-Léonard et du Trient, député au Grand Conseil, vice-président du gouvernement provisoire (1847).
- du Fay, Pierre-Louis-Antoine* (1768-1843), de Monthey, officier en France (1782-1792), grand-châtelain (1802-14), président du dixain de 1804 à sa mort. Il fut pendant 40 ans l'infatigable champion des intérêts bas-valaisans avec Michel Dufour et Philippe Morand.
- Filliez, Benjamin* (1790-1865), de Bagnes, prévôt du Grand St-Bernard dès 1830, député au Grand Conseil (1840), président du Comité central du Clergé.
- Ganioz, Emmanuel* (1802-1847), de Martigny, établi à Sion, Dr ès droit, député à la Diète fédérale (1843-44), secrétaire d'Etat (1844-45), rédacteur de l'*Observateur du Valais*.
- Gard, Louis* (1799-1865), de Bagnes, député à la Constituante (1839), correspondant régulier de l'*Helvétie*, du *Nouvelliste vaudois*, de l'*Echo des Alpes*, auteur de nombreuses chansons politiques et poésies de circonstance. Membre militant de la *Jeune Suisse*.
- Gay, Joseph-Eugène* (1...-18...), de Martigny, député à la Diète cantonale et au Grand Conseil (1831-1843), président du dixain de Martigny (1831-1845).
- Gross, Joseph-Samuel* (1772-1868), de Martigny-Bourg, Dr ès droit, député à la Diète cantonale et au Grand Conseil (1817-1831, 1839-1843), membre du Tribunal suprême (1831-1843), conseiller d'Etat (1843-47), député à la Diète fédérale (1841).
- Gross, César* († 1839), frère du précédent, de Martigny-Bourg, notaire impérial, fondateur de l'Association la *Jeune Suisse*, correspondant de Mazzini et de Melegari, député à la Constituante (1839), auteur de plusieurs brochures : *Dialogue familial entre César Gross et le Valaisan Bernard*, *La Constituante valaisanne* (1837), gérant du journal la *Jeune Suisse* (1835-1836).
- Joris, Alexis* († vers 1865), d'Orsières, établi à Illarsaz, officier dans la Garde suisse royale en France jusqu'en 1830, député au Grand Conseil (1839-40), commandant de bataillon, chef d'état-major des milices cantonales, commandant militaire de la *Jeune Suisse*. « Il se distinguait parmi les Bas-Valaisans par son impétuosité, son audace et son ardeur guerrière. »

- Jossen, Jean-Joseph* (1802-1865), de Brigerbad, député au Grand Conseil (1840-1847), fondateur de la *Vieille Suisse* dans le Haut-Valais, et auteur d'un guide spirituel destiné à ses coreligionnaires (1847).
- de Kalbermatten, Guillaume* (1793-1875), de Viège, officier au service d'Espagne, puis de la Garde royale en France. Licencié en 1830, il rentre en Valais. Commandant de la place de Sion en avril 1840 ; commandant des troupes haut-valaisannes en 1844-47, gérant de la *Gazette du Simplon* (1842-43), conseiller d'Etat de 1844 à 47. En 1847, il entre au service du Pape et meurt à Rome.
- Luder, Joseph* (1804-1873), de Sembrancher, juge au Tribunal d'Entremont, président du dixain, député à la Diète et au Grand Conseil (1837-1848), membre du Tribunal d'appel, député à la Diète fédérale, aux Conseils national et des Etats.
- Morand, Philippe* (1773-1856), de Martigny, notaire, président du dixain (1802), député à la Diète, conseiller d'Etat de 1820 à 1839, député à la Diète fédérale.
- Morand, Alphonse* (1809-1886), son fils, ingénieur, député à la Constituante, auteur du projet de la Constitution du 3 août 1839, rédacteur de la *Constituante valaisanne* (1839) et de l'*Echo des Alpes* (1839-1844), secrétaire cantonal de la *Jeune Suisse*.
- de Nué, Joseph* (1800-1869), de Sion, directeur des postes, commandant de la gendarmerie dès 1839, puis de bataillon, juge au Tribunal de district (1847-1866).
- Paillet, Jean-Jules* (1...-18..), Français, professeur au Séminaire de Sion en 1839, secrétaire du Comité central du clergé, rédacteur du *Défenseur de la Religion et du peuple* (1839). *
- Pignat, Michel-Hippolyte* († 1842), de Vouvry, député à la Diète et au Grand Conseil (1819-1842), juge aux Tribunaux du dixain et d'appel, lieutenant-colonel (1836).
- Pottier, Adrien-Félix* (1792-1855), de Vouvry, notaire, député à la Constituante et au Grand Conseil, au Conseil National (1848-1855). Premier président de la *Jeune Suisse*, président du Tribunal de Monthey de 1840 à 1855 et de la commune de Monthey.
- de Riedmatten, Adrien* (1789-1870), de Sion, officier au service d'Espagne, colonel fédéral, chef d'état-major de l'armée bas-valaisanne le 1er avril 1840.
- de Riedmatten, Janvier* (1763-1846), grand-châtelain de Sion (1817), député aux Diètes cantonale (1802-1816, 1824-1836) et fédérale (1835), président du premier Conseil d'Etat de Sion (1839-1840).
- de Riedmatten, Joseph-Emmanuel* (1774-1846), de Sion, député à la Diète, président du dixain, membre du Tribunal suprême (1824-1836), député à la Diète fédérale (1837-1838).
- de Rivaz, Charles* (1796-1878), de Sion, fils du grand-baillif Charles-Emmanuel, capitaine au service de France, licencié en 1830, député à la Diète cantonale, député à la Diète fédérale (1840), conseiller d'Etat.
- Roten, Antoine* (1780-1845), de Rarogne, officier au service d'Espagne, gouverneur de Barcelone (1823). Il rentre en Valais en 1823 et faillit devenir député libéral à la Diète, colonel fédéral (1830), retourne en Espagne, amnistié, en 1836.

Roten, Maurice-Fabien (1783-1843), de Rarogne, frère du précédent, évêque de Sion depuis 1830. Prélat de tempérament doux et bon, il souffrit des divisions des esprits qu'il tenta vainement d'apaiser. Attaché à la légitimité de l'ancien gouvernement, il combattit les deux Constitutions de 1839 en plusieurs circulaires et condamna l'*Echo des Alpes* et la *Jeune Suisse*.

de Stockalper, Maurice (1786-1854), de Brigue, comte romain (1817), gendre du grand-baillif d'Augustini, président du dixain, député à la Diète cantonale (1818-40), conseiller d'Etat (1832-1840), député à la Diète fédérale (1821-30, 1833-36, 1840), membre du Tribunal suprême, « sans esprit et sans connaissances, l'un de ces nombreux Valaisans chez qui la langue française gâte la langue allemande et la langue allemande, la langue française ».

Taffiner, François (1789-1852), de Reckingen, officier au service de France, député à la Diète cantonale et au Grand Conseil, conseiller d'Etat, colonel ; il eut la haute direction, pour le Haut-Valais, dans les opérations du rer avril 1840. Très populaire, très simple, « il était considéré comme un père par le dixain de Conches » (P. Furrer : *Hist. du Valais*). « Etait avec le presque fanatique Jost, d'ardents défenseurs des droits des dixains, adversaires de toute compromission avec la partie welche du canton : meneurs des paysans. »

Torrent, Pierre (1792-1854), de Monthey, officier de la Grande Armée (1813-1814), président de Monthey, vice-grand-châtelain et vice-président du dixain, capitaine de carabiniers, député à la Diète cantonale, puis à la Diète fédérale. Président du Grand Conseil (1842-43 et 1847-56), conseiller d'Etat (1843-44), préfet du district de Monthey.

de Torrenté, Alexandre (1815-1888), de Sion, ingénieur, second président de la *Jeune Suisse*, conseiller d'Etat (1847-1853), député au Grand Conseil (1853-61), rédacteur du *Villageois*.

de Werra, Gaspard-Ignace (1...-18...), de Loèche, baron, colonel, l'un des commandants du contingent haut-valaisan en 1840 et 1844.

Zen-Ruffinen, Gaspard (1803-1861), de Loèche, député à la Diète cantonale, conseiller d'Etat (1840-43, 1848-56), juge fédéral (1848-1861). « Avait, comme le suivant, de fortes sympathies pour la cause bas-valaisanne et représentait le parti progressiste du Haut-Valais. »

Zen-Ruffinen, Ignace (1808-1890), de Loèche, cousin du précédent, député au Grand Conseil (1840, 1852-70, 1879-1890), conseiller d'Etat (1844-47, 1871-75), député aux Conseils des Etats et national, juge au Tribunal cantonal (1879-1889).

VI

SOURCES

- Abscheids des Diètes cantonale et fédérale.
 Adresses, Mémoires, Proclamations officielles (collection personnelle).
 [BARMAN, Dr Jos.] : *Le Valais sous la Constitution de 1815* (1839).
 BAUMGARTNER, J. : *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen von 1830 bis 1850* (1853-1866).
 BERTRAND, J.-B. : *Histoire contemporaine du Valais* (manuscrit).
 » *La Jeune-Suisse et ses débuts en Valais* (*Ann. Val.*, 1936, no 4).
 BOUCARD, L. : *L'Ecole primaire en Valais* (1938).
 Bulletin de la Constituante valaisanne (1839).
 Bulletin des séances du Grand Conseil (1839-1840).
Courrier suisse (1840).
 de COURTEN, Fr.-Et. : *Sillabus episcoporum sedunensium* (2 vol. manuscrits) (1854 ?).
Echo des Alpes (1839-1840).
 EVEQUOZ, R. : *Rapport de la commission de revision de la Constitution de 1875* (1906).
 FEDDERSEN, P. : *Geschichte der schweizerischen Regeneration 1830-1848* (1867).
 GAY, H. : *Histoire du Valais* (1888).
Gazette de Lausanne (1839-1840).
 GROSS, C. : *La Constituante valaisanne* (1837).
L'Helvétie, journal (1832 et suiv.).
 KAEMPFFEN, P.-J. : *Freiheitskämpfe der Oberwalliser 1798-99* (1867).
 Notes et correspondances inédites de Jos. Barman, Ad. Pottier, Ant. Zum-Offen, etc.
Nouvelliste vaudois (1839-1840).
 Pétitions des dixains inférieurs 1833 et 1838.
 Rapports des commissaires fédéraux.
 Recueil des lois et décrets du canton du Valais (1815-1840).
 RIBORDY, L. : *Documents pour servir à l'Histoire contemporaine du Valais* (1885).
 RILLIET DE CONSTANT, Louis : *Une année de l'Histoire du Valais* (1841).
 de RIVAZ, Chne A.-J. : Journal manuscrit.
 SEILER, Dr Franz. : *Die Anfänge der modernen Demokratie im Kanton Wallis* (s. d.).
 SEILER, Dr Andreas : *Die politische Geschichte des Wallis 1815-1844* (1939).
 STOCKALPER von THURM, G. : *Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den letzten 150 Jahren* (1850).
Le Véridique, journal (Fribourg, 1832 et suiv.).